



ISSN No 1560-263X

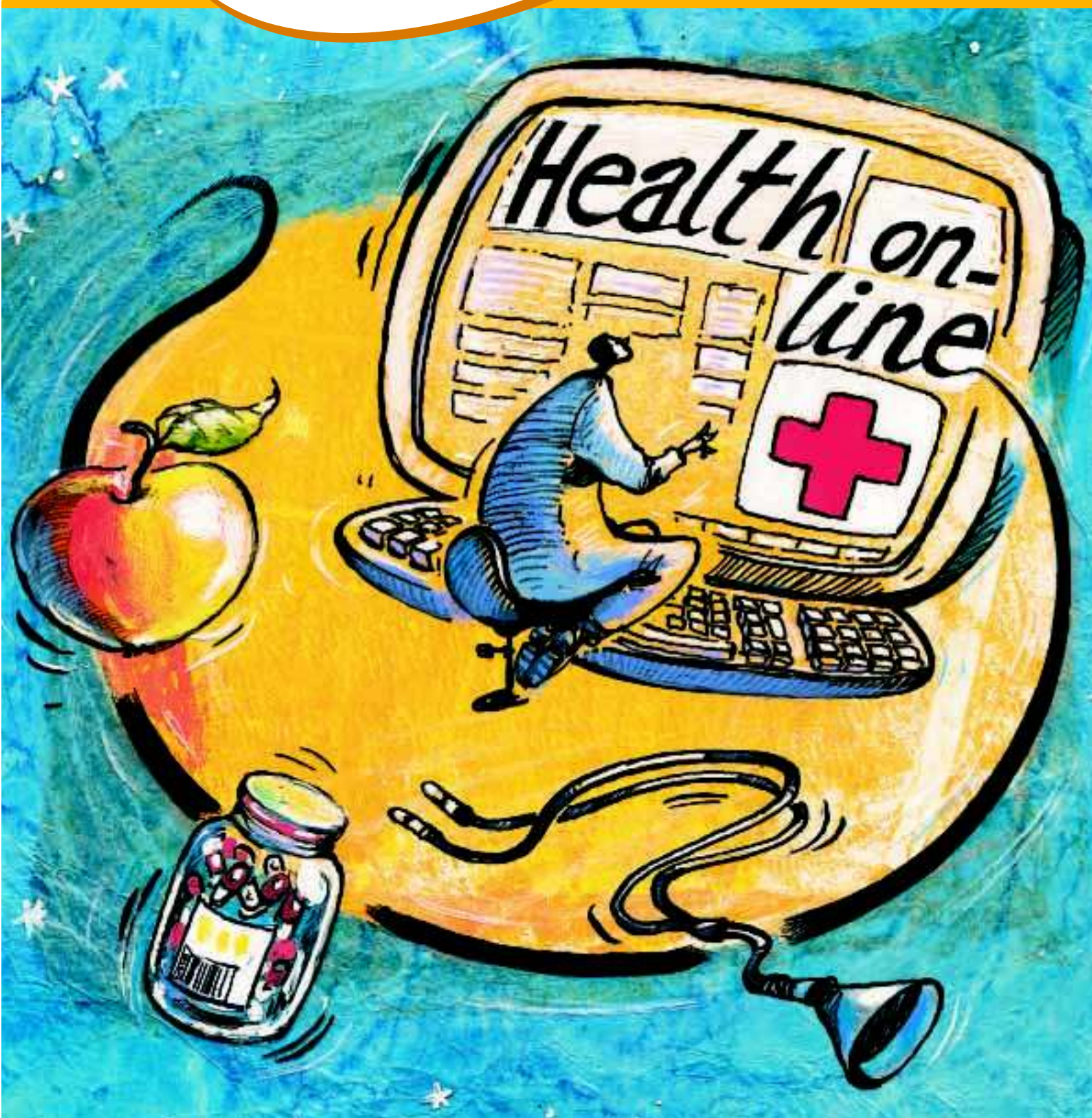
PUBLICATION OF THE  
HEALTH AND CONSUMER  
PROTECTION DG

PUBLICATION DE LA DG  
SANTÉ ET PROTECTION  
DES CONSOMMATEURS

VERÖFFENTLICHUNG DER GD  
„GESUNDHEIT UND  
VERBRAUCHERSCHUTZ“

No 3 - 2000

# Consumer Voice







© H. Perdereau

#### PUBLICATION OF ARTICLES ON THE INTERNET

In view of further improving transparency and the potential of information for an even wider public, the main articles will be available in English, French, German, Spanish and Italian on the Internet site of DG 'Health and Consumer Protection'. Reproduction of articles is authorised, except for commercial purposes, provided that the source is mentioned.

#### PUBLICATION DES ARTICLES SUR L'INTERNET

Pour une plus grande transparence et pour qu'un public plus large encore ait accès à nos informations, les principaux articles seront disponibles en allemand, anglais, espagnol, français et italien sur le site Internet de la DG Santé et Protection des Consommateurs. Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

#### VERÖFFENTLICHUNG VON ARTIKELN IM INTERNET

Im Hinblick auf ein verstärkte Transparenz und breitere Information für noch zahlreichere Leser werden die wichtigsten Artikel in Englisch, Französisch, Deutsch, Spanisch und Italienisch auch auf der Internet-Site der Generaldirektion 'Gesundheit und Verbraucherschutz' veröffentlicht. Die Wiedergabe von Artikeln ist - außer zu gewerblichen Zwecken - unter Angabe der Quelle gestattet.

The views expressed in 'Consumer Voice' do not necessarily reflect the opinions of the European Commission.

Les points de vue exprimés dans 'Consumer Voice' ne sont pas nécessairement ceux de la Commission Européenne.

Die in „Consumer Voice“ geäußerten Ansichten geben nicht notwendigerweise die Meinung der Europäischen Kommission wieder.

*Editor-in-chief – Rédactrice responsable –  
Verantwortliche Redakteurin*

Brigitte Reichle

*Editorial board – Comité éditorial – Die Redaktion*

Soeren Abildgaard, Howard Batho, Brona Carton, Anita Fokkema,  
Jacques Gennatas, Cathal O'Conaill, Jorge Savio, Hilde Van Loon

*Secretariat – Secrétariat – Sekretariat*

Isabelle Coppola

Préface du Directeur-Général Robert John Coleman	1
Foreword by Director-General Robert John Coleman	2
Vorwort von Generaldirektor Robert John Coleman	2

EU-Presidency	3
Présidence de l'UE	3
EU-Präsidenschaft	3

■ Sweden's priorities - consumers making safe use of the internal market	3
--	---

In the Spotlight	4
Sur la sellette	4
Nachgefragt	4

■ BSE between facts and fears - full control will take time	4
■ BSE new geographical risk assessment - first results	5
■ Tobacco advertising - what's behind it	7
■ Rauchen ist nicht "cool" - Rauchen Tötet - EU-Informationskampagne für junge Menschen	8
■ 15/03/2001 - Journée européenne du consommateur	8

News and developments	9
Du nouveau	9
Wissenswertes	9

■ Meeting future neighbours - EU-Commissioner D. Byrne visits accession countries	9
■ Joining the club - accession countries talk business	10
■ Social justice and world market - global consumer concerns discussed in Durban	11

Series	12
Série	12
Serie	12

■ Consumers in Latvia - confidently looking ahead	12
■ Sécurité alimentaire, paiements électroniques, produits et services - les Français sur le qui-vive	14
■ Euroguichet Lille - mettre l'Europe à la portée des consommateurs	15

EURO	16
------	----

■ 2002 - l'euro dans mes poches. Que dois-je faire ?	16
--	----

Points of view	18
Opinions	18
Meinungen	18

■ Is the EU good for your health? - different responses to different risks	18
■ Access to health - a fundamental right all over the world?	19
■ Tester des produits - plus que de simples statistiques !	21
■ Consommer à bon prix - pour qui la facture ?	22
■ Surfing safely - EU/US precautions to protect consumers	24

The EU institutions at work	26
Les institutions européennes au travail	26
Neues von den EU-Organen	26

■ Blood - EU-Commission pushes for new common standards	26
■ Marketing - Praktiken - engere Zusammenarbeit zwischen EU und USA	27
■ EU-Scientific committees completed - continued excellence with new committee chairs	28
■ Comité scientifique directeur - cap sur de nouvelles tâches	29
■ Grange, Co.Meath (Ireland) - future home of the EU's Food and Veterinary Office	30
■ Zoonoses - protecting humans from animal diseases	31
■ Organisation Chart "Health and Consumer Protection" DG	33

Calendar of events	34
Agenda	34
Veranstaltungskalender	34

## SANTÉ

## — choix et responsabilité des consommateurs

*La Commission européenne a établi en 2000 un nouveau programme de santé publique, et le Conseil ainsi que le Parlement européen adopteront leurs positions ces prochains mois. Il est donc temps de nous interroger sur la pertinence et l'importance de ce programme de santé publique pour les consommateurs.*

*Un trait essentiel de cette nouvelle stratégie est le droit des citoyens de l'Union européenne à l'information en matière de santé et de soins de santé. On observe dans la société une évolution, qui se reflète dans le nouveau programme de santé publique, vers une plus grande assurance des citoyens concernant les soins de santé. Ce que dit le médecin n'est plus parole d'évangile: les gens sont devenus plus critiques vis-à-vis des prestations de santé. Une importance croissante est accordée au choix entre un médecin ou un autre, un hôpital public ou privé, ou encore tel ou tel type de médicament. La Cour de justice des Communautés européennes a déclaré que les patients peuvent se rendre dans d'autres pays de l'Union européenne pour bénéficier de prestations médicales et en obtenir le remboursement conformément aux dispositions de leurs systèmes de sécurité sociale nationaux.*

*Les patients essaient également d'opérer des choix mieux éclairés. Rien que l'abondance d'informations en matière de santé sur Internet témoigne déjà de ces efforts pour s'informer et améliorer ses connaissances dans ce domaine, qu'il s'agisse de prévention ou de guérison. En même temps, la possibilité d'accéder sur la toile à une multitude d'informations, de produits et de services médicaux souvent «non certifiés» constitue un problème en soi qui requiert l'attention des pouvoirs publics.*

*Suivre les principaux problèmes de santé tels que l'obésité, les maladies cardiaques et le tabagisme, et promouvoir des modes de vie sains pour les tenir en échec sont des mesures qui s'inscrivent dans le cadre d'un autre domaine d'action important pour l'Union européenne. La nouvelle assurance des patients et l'intérêt accru porté par les leaders d'opinion aux questions de santé n'ont toutefois pas encore entraîné d'évolution générale des modes de vie et des habitudes de consommation. Un facteur déterminant essentiel de la santé des citoyens est la nutrition. La Commission présentera cette année un plan d'action à ce sujet.*

*De nouveaux pouvoirs législatifs donnent aussi une impulsion à ce programme de santé publique. La Commission a présenté en décembre dernier une proposition de directive sur la sécurité du sang. Une véritable politique de lutte contre le tabac est en train de prendre forme: l'adoption finale de la proposition de directive sur l'étiquetage du tabac aura lieu prochainement, et une proposition révisée concernant la publicité en faveur du tabac et remplaçant le texte annulé par la Cour de justice est prévue pour bientôt.*

*D'autre part, les programmes en faveur des consommateurs dépassent de plus en plus les frontières des intérêts économiques proprement dits. La politique des consommateurs intègre dans une mesure croissante l'incidence des produits et des services sur la santé. La lutte contre le tabac figure en tête des priorités des organisations de consommateurs, de même que la maladie de Creutzfeldt-Jakob. En*

*outre, un nouvel accent est mis sur les droits des consommateurs dans le cadre des services d'intérêt général comme suite aux tendances à la privatisation et à la libéralisation observées au cours de la dernière décennie.*

*Ces évolutions des attitudes et des programmes entraînent un rapprochement de la politique des consommateurs et de la politique de santé publique. La Commission a regroupé les questions de consommation, de sécurité alimentaire et de santé publique au sein d'une seule direction générale. Quant aux parties prenantes telles que les organisations de consommateurs et de santé, elles ont tout lieu, elles aussi, de rechercher de nouvelles possibilités de coopération et de soutien mutuel.*



Robert John Coleman  
Directeur général  
de la DG "Santé et protection des consommateurs"



## HEALTH — information means choice and responsibility

*The European Commission set out a new agenda in the public health area in 2000, and the Council and European Parliament will adopt their positions in the coming months. I feel this is the right moment to ask ourselves some questions about the relevance and importance of this public health agenda for a consumer policy audience.*

*The right of EU citizens to information on health and healthcare is a prime feature of the new strategy. What is happening in society and reflected in the new public health agenda is a shift towards more assertive attitudes of citizens with respect to healthcare. Rather than taking 'what the doctor says' for granted, people are becoming more critical of the health services they use. Increasing emphasis is being placed on choice, between one doctor or another, a private or public hospital, or one type of medication or another. Case-law of the Court of Justice of the European Communities is pointing to an option for patients to 'shop around' for medical services in other EU countries and get reimbursed for them according to the rules of their national social security systems.*

*Patients are also trying to make more informed choices. The wealth of information on health issues on the Internet is but one symptom of this new search to know, and know more about, health, both in prevention and cure. At the same time, the availability of a multitude of often 'uncertified' medical information, products and services on the Internet, is a problem in itself demanding the attention of public authorities.*

*Keeping track of what the main health problems in the EU really are, like obesity, heart disease and smoking, and promoting healthy lifestyles to counteract them, is another key area for EU action. The new assertiveness of patients and the health consciousness of opinion leaders has not yet led to general changes in lifestyle and consumption patterns. A critical determinant of citizens' health is nutrition. The Commission will this year bring forward an action plan on this subject.*

*New legislative powers are also providing impetus to the public health agenda. The Commission tabled a proposal for a directive on the safety of blood last December. A real tobacco control policy is taking shape. The proposal for a tobacco labelling directive is nearing its final adoption, and a revised proposal on tobacco advertising, replacing the text annulled by the Court of Justice, is due soon.*

*On the other hand, we see the consumer agenda stretching ever more beyond the limits of economic interests only. Consumer policy increasingly integrates the health impacts of products and services. Tobacco control is high on the agenda of consumer organisations, and so is Creutzfeldt-Jacob disease. There is also a new emphasis on consumer rights in services of general interest following the privatisation and liberalisation trends of the last decade.*

*These shifts in attitudes and agendas are moving public health and consumer policies closer together. The Commission has brought consumer, food safety and public health issues together under the single roof of one Directorate-General. There are good reasons for stakeholders, such as consumer and health organisations, to also look for new grounds for cooperation and mutual support.*

## GESUNDHEIT — Wahl und Verantwortung in Händen der Verbraucher

*Im Jahr 2000 hat die Europäische Kommission eine neue Strategie für den Bereich der öffentlichen Gesundheit vorgeschlagen. Der Rat und das Europäische Parlament werden dazu in den kommenden Monaten Stellung nehmen. Ich halte den Zeitpunkt deshalb jetzt für gekommen, dass wir uns einige Fragen darüber stellen, inwiefern diese Strategie für verbraucherpolitisch interessierte Leser überhaupt relevant bzw. von Bedeutung ist.*

*Wesentliches Merkmal der neuen Strategie ist das Recht der EU-Bürger auf Information über Gesundheitsfragen und gesundheitliche Versorgung. In der Gesellschaft vollzieht sich, wie dies auch in der neuen gesundheitspolitischen Strategie zum Ausdruck kommt, bei den Bürgern ein Wandel in Richtung auf eine selbstbewusstere Einstellung, wo es um Gesundheit geht. Es wird nicht mehr alles hingenommen, „was der Arzt vorschreibt“. Vielmehr werden die Menschen immer kritischer gegenüber Gesundheitsleistungen. Immer wichtiger wird für sie die Frage der freien Arztwahl und der freien Entscheidung zwischen Privatkliniken und öffentlichen Krankenhäusern und der Art der Medikation. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs deutet darauf hin, dass Patienten in der EU heute zunehmend von der Möglichkeit profitieren, sich im Ausland ärztlich behandeln zu lassen. Die anfallenden Kosten werden ihnen dann nach den geltenden Sätzen von ihrer Krankenversicherung erstattet. Ferner machen sich die Patienten zunehmend sachkundig, bevor sie ihre Wahl treffen. Allein die Fülle von Gesundheitsinformationen im Internet ist schon symptomatisch für den neuen Wissensdrang schlechthin und insbesondere die Suche nach mehr gesundheitsbezogenen Informationen sowohl im präventiven als auch im kurativen Bereich. Gleichzeitig stellen aber die Vielfalt des frei zugänglichen, jedoch auch häufig nicht wissenschaftlich gesicherten medizinischen Wissens und das breite Angebot an Produkten und Dienstleistungen im Internet ein Problem dar, das die Aufmerksamkeit der Behörden erfordert.*

*Schritt halten mit den wesentlichen Gesundheitsproblemen in der EU wie etwa Übergewicht, Herz-Kreislauf-Erkrankungen und dem Problem des Rauchens, aber auch Förderung gesunder Lebensweisen, um Erkrankungen entgegenzuwirken, lautet ein weiterer wichtiger Handlungsbereich für die EU. Das neue Selbstbewusstsein der Patienten wie auch das Gesundheitsbewusstsein der Meinungsmacher hat allerdings noch nicht zu Änderungen der Lebensgewohnheiten und des Konsumverhaltens geführt. Zu den Faktoren, die für die Gesundheit der Bürger mit entscheidend sind, gehört die Ernährung. Dazu wird die Kommission in diesem Jahr einen Aktionsplan vorlegen.*

*Eine neue Dynamik gewinnt die gesundheitspolitische Strategie der EU durch neue Legislativbefugnisse. So hat die Kommission im vergangenen Dezember einen Vorschlag für eine Richtlinie über die Sicherheit von Blut- und Blutprodukten vorgelegt. Allmählich nimmt eine Politik zur Bekämpfung des Tabakmissbrauchs deutliche Konturen an: Der Vorschlag für eine Richtlinie zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Herstellung, die Aufmachung und den Verkauf von Tabakerzeugnissen steht kurz vor der Verabschiedung und ein geänderter Vorschlag für eine Richtlinie über die Tabakwerbung, die an die Stelle des vom Europäischen Gerichtshof für nichtig erklärten pauschalen Tabakwerbverbots tritt, steht demnächst an.*

*Auf der anderen Seite betreffen Verbraucheranliegen immer mehr Fragen, die über rein wirtschaftliche Interessen hinausgehen. Die gesundheitlichen Auswirkungen von Produkten und Dienstleistungen fließen zunehmend in die Verbraucherpolitik ein. Hohe Priorität wird vonseiten der Verbraucherorganisationen der Bekämpfung des Tabakmissbrauchs eingeräumt. Gleiches gilt für die Creutzfeldt-Jakob-Krankheit. Darüber hinaus wird den Verbraucherrechten bei Dienstleistungen von allgemeinem Interesse infolge der Privatisierungs- und Liberalisierungsbestrebungen des letzten Jahrzehnts besondere Bedeutung beigemessen.*

*Mit diesem Wandel der Einstellungen und Aktionsschwerpunkte rücken öffentliche Gesundheit und Verbraucherpolitik immer stärker aufeinander zu. Bei der Europäischen Kommission sind verbraucherpolitische Anliegen, Fragen der Lebensmittelsicherheit und die öffentliche Gesundheit nunmehr in einer einzigen Generaldirektion zusammengefasst. Die Betroffenen, wie etwa die Verbraucher- und Gesundheitsorganisationen, haben ihrerseits also allen Grund, nach neuen Möglichkeiten zur Kooperation und gegenseitigen Unterstützung Ausschau zu halten.*

## SWEDEN'S PRIORITIES

### — consumers making safe use of the internal market

*Les intérêts des consommateurs dans le marché intérieur occupent une place centrale dans les préoccupations de la présidence suédoise de l'UE. Elle tient à ce que le marché intérieur procure des avantages concrets sous la forme d'un plus grand choix de produits et de services sûrs à des prix compétitifs. Elle entend promouvoir les intérêts juridiques et économiques des consommateurs et améliorer leur protection contre les risques sanitaires et les produits dangereux. Elle souhaite contribuer à l'amélioration des règles de commercialisation et à leur application plus stricte dans le marché intérieur. Pour profiter des chances et avantages offerts par celui-ci, il importe que les consommateurs sentent que leurs intérêts sont bien protégés non seulement en théorie, mais aussi en pratique.*

*Den Verbraucherinteressen im Europäischen Binnenmarkt misst die schwedische EU-Ratspräsidentschaft zentrale Bedeutung bei. Die Vorzüge, die der Binnenmarkt bietet, müssen dahin gehend konkret greifbar sein, dass der Verbraucher auf ein größeres Angebot an sicheren Produkten und Dienstleistungen zu wettbewerbsfähigen Preisen zurückgreifen kann. Zu stärken sind die Interessen der Verbraucher in wirtschaftlicher und rechtlicher Hinsicht, und im Bereich der gefährlichen Produkte sind Verbesserungen erforderlich. Außerdem möchte die schwedische Präsidentschaft auf eine Verbesserung der Vermarktungsregelungen und auf einen strengeren Maßnahmenvollzug im Binnenmarkt hin arbeiten. Damit der Verbraucher uneingeschränkt jene Vorzüge und Chancen nutzen kann, die ihm der Binnenmarkt eröffnet, muss er die Gewissheit haben, dass seine Interessen optimal geschützt werden – nicht nur theoretisch, sondern auch in der Praxis.*

Consumer organisations play an extremely important role in making sure that the consumer voice is heard.

Consumer protection has developed rapidly within the European Union. There are numerous, modern consumer laws in place. Despite this, it seems that consumers are not yet making full use of the possibilities in the internal market.

We would like to contribute to improved consumer confidence in Europe. Our ambition is to create good opportunities to discuss this and to find effective ways to improve the consumer's position where necessary.

Children and young people are an increasingly important target group for businesses. How to ensure safe products for children therefore deserves our attention. How to enhance consumer awareness is clearly a crucial issue too. Young people should be trained to be critical regarding commercial pressures. They should have the tools to handle, in an independent way, commercial communication in whatever form it takes.

We are certain that the ongoing evolution of the market is bound to call for a dynamic approach to consumer protection at EU level. We need to be open to new ways of cooperating in the EU to safeguarding consumer interests and to helping build consumer confidence. One urgent step in this direction would be to improve the enforcement process.

During our Presidency we will seek to contribute to allowing the voice of the consumer to be better heard. To this end we will arrange a seminar for European consumer organisations on 26 and 27 April, linked with an informal meeting of consumer and internal market ministers on 27 and 28 April in the city of Lund. The overriding theme will be the consumer interests in the internal market.

Another matter that will be important for the Swedish Presidency is to go forward with the product safety directive and with the proposed directive on distance marketing of financial



Stockholm

© Internet



Stockholm

© Internet

services. Food safety is also, of course, a major concern for the Swedish Presidency.

The Treaty of Amsterdam calls for a stronger recognition of consumer policy at EU-level. Through the new Treaty provisions it is clear that consumer-related issues are a concern of the Union as an objective of its own and not only as a way to improve the functioning of the internal market. Furthermore, consumer protection requirements should now be considered in all policy areas. This implies a real challenge. We hope that we will be able to contribute to strengthening the citizens of Europe in their consumer role. This is important for the markets to function well. It is also important for the quality of life of people. Consumer policy needs the clear and strong voice of consumers.

*Britta Lejon, Minister for Consumer and Youth Affairs, Democratic Issues and Public Administration, Sweden  
E-mail: lillemor.franzen@justice.ministry.se*





## BSE BETWEEN FACTS AND FEARS — full control will take time

*L'évolution rapide des connaissances scientifiques en matière d'ESB et l'application du principe de précaution à cette situation extrêmement complexe ont conduit la Commission et les États membres à adopter un éventail de mesures visant à arrêter la propagation de la maladie chez les animaux et à réduire le plus possible l'exposition des êtres humains. Il est possible que le grand défi posé par l'ESB soit à présent révolu, mais il ne fait guère de doute que les conséquences de cette épidémie se feront sentir encore longtemps, et nous n'avons aucune raison de relâcher notre vigilance.*

*Angesichts der raschen Entwicklung der wissenschaftlichen Erkenntnisse über BSE und in Anwendung des Vorsorgeprinzips auf diese hochkomplexe Sachlage haben die Europäische Kommission und die Mitgliedstaaten eine Reihe von Maßnahmen ergriffen, um die weitere Verbreitung der Tierseuche aufzuhalten und die menschliche Exposition zu minimieren. Möglicherweise ist zwar der Höhepunkt der BSE-Krise nun überschritten; es besteht jedoch kaum ein Zweifel daran, dass uns die Folgen dieser Seuche noch lange Zeit beschäftigen werden. Somit gibt es keinen Grund, unsere Wachsamkeit zu verringern.*

Bovine spongiform encephalopathy (BSE) is a neuro-degenerative, fatal brain disease associated with exposure of cattle to feed manufactured from organs of infected animals (such as meat-and-bone meal) which contain a transmissible 'agent' able to induce sponge-like lesions in the brain. Other possible transmission routes, such as maternal or environmental ones, if any, are of much less importance; moreover, appropriately handled ova, semen and embryos are not seen to be effective transmission vectors of the BSE infection.

According to a main theory, the BSE infectious agent consists largely of a protein referred to as 'prion'; however, another theory argues that it is rather a virus-like agent that also contains nucleic acids. The BSE agent is highly stable, as it resists freezing, drying, alcohol, radiations, enzymatic proteolysis and relatively high temperatures including those used for pasteurisation, boiling and sterilization. A large (but not complete) inactivation of the infectivity can be achieved by a 'pressure cooking' treatment (rendering) of small particles of animal tissues at 133 °C for 20 minutes at a saturated pressure of 3 bar.

Neurological symptoms of the disease appear in infected cattle at an age of about five years from the infection, on average, and death occurs within weeks to months from the onset of symptoms. During the long incubation period, a large increase of the infectious load takes place in the affected cattle. At the end of the incubation, this load is mainly concentrated in the central nervous system, i.e. the brain and spinal cord, and also the eyes (being directly linked to the brain) and the dorsal root ganglia (being directly linked to the spinal cord). Considerable infectivity has also been found, but at much lower levels, in intestines and is assumed to be likely in tonsils, spleen, thymus and trigeminal ganglia. All these tissues are, therefore, called the 'specified risk materials' (SRMs), indicating that their ingestion could pose a particular risk of contracting the infection. It has been shown that as little as less than 1 gram of infected bovine brain is enough to infect cattle via the oral route. On the other hand, if the incubation period is not completed, the infective load is much lower and the distribution pattern in the cattle body quite different; this explains why

lowering the age of slaughter reduces the infective load that can potentially enter the human food chain and the animal feed chain.

Between November 1986 (initial reports on BSE) and December 2000, approximately 180 000 cases of BSE have been confirmed in cattle in the United Kingdom (UK), but it is likely that the total number of infected cattle was much higher. Since 1989, when the first BSE cases were reported outside the UK, approximately 1 300 native BSE cases have been reported, mainly in France, Ireland, Portugal and Switzerland, and to a much lesser extent in Belgium, Denmark, Germany, Italy, Liechtenstein, Luxembourg, the Netherlands and Spain. A few cases have also been reported in Canada, the Falkland Islands and Oman, but solely in animals imported from the UK.

© Eureka Slide



The causes for the initial emergence of the BSE epidemic in the UK (currently declining since 1992) are still largely unknown, whereas the likelihood of the presence of one or more cattle being infected with BSE (BSE risk) in other countries has been evaluated and, to some extent, predicted by the European Commission Scientific Steering Committee by means of an innovative methodology based on trades of potentially-infected live bovines and meat-and-bone-meal (challenge) and on the ability of each country to prevent the introduction and to reduce the spread of the BSE agent within its borders (stability)<sup>(1)</sup>. Monitoring programmes using new laboratory tests for the diagnosis of BSE in dead cattle are likely to significantly improve current understanding of the occurrence of BSE in countries, although none of the available tests is reliably detecting BSE in cattle incubating the disease but showing no symptoms, possibly except for the last months of the incubation period.

Animal species other than bovine can also experience transmissible spongiform encephalopathies (TSEs). Scrapie is a common TSE in sheep and goats and BSE can be experimentally provoked in these species. A neurological disease in household cats as well as in ruminant and feline species in zoos has also been linked to BSE.

<sup>(1)</sup> see article p.5

Several human TSEs have been recognized, Creutzfeldt–Jakob disease (CJD) being the prototype. A form of human TSE, known as variant Creutzfeldt–Jakob disease (vCJD), was first reported in March 1996 in the UK; it affects younger patients, has a longer duration of illness and is strongly associated with exposure to BSE. So far, 87 cases of vCJD have been reported in the UK, 3 in France and 1 in Ireland. Insufficient information is available to make any precise prediction about the future number of vCJD cases although mathematical projections exist, some of which are rather alarming, due to the assumed wide human exposure which may have occurred in the past and to the expected high infective potential of some bovine products at the time of exposure.

The rapid evolution of scientific knowledge on BSE and the application of the precautionary principle to this highly complex situation have led the European Commission and the Member States to adopt a series of measures to stop the diffusion of the disease among the animals and minimise the exposure of human beings. The more recent and important decisions to this end are those concerning: (i) the destruction of SRMs from bovines, sheep and goats (in force since 1 October 2000); (ii) the

temporary ban of the use of MBM for all farm animals (since 1 January 2001); (iii) the prohibition of the use of bones of the head and vertebral columns of bovine, ovine and caprine animals for the production of mechanically recovered meat (since 1 October 2000); (iv) the prohibition of the use of certain slaughtering techniques which entail a risk of contamination of animal blood by the release of BSE-infected tissues (since 1 October 2000); (v) the optimal rendering conditions of ruminant tissues and organs (since 1 July 2000); (vi) a series of trade restrictions applicable to live animals and derived MBM from the UK and Portugal; (vii) some local restrictions of specific food items (e.g. meat-on-the-bone in the UK and France); and (viii) an intensified active monitoring programme of BSE based on the new laboratory methods (since 1 January 2001).

Although it is possible that the big threat from BSE is now over, there is little doubt that the consequences of this epidemic will remain for a long time and there is every reason for continuing to be on our guard.

Vittorio Silano, Ministry of Health, Italy  
E-mail: V. Silano@Sanita.it

## BSE NEW GEOGRAPHICAL RISK ASSESSMENT — first results

*Le comité scientifique directeur (CSD) de la Commission européenne a élaboré une méthode qualitative d'évaluation du risque géographique d'ESB. Ce terme désigne la probabilité de la présence de l'ESB parmi les troupeaux de bovins indigènes d'un pays donné ou d'une région donnée. Cette méthode a déjà été appliquée à quatorze États membres de l'Union européenne et à neuf pays tiers. Elle est actuellement appliquée à vingt-sept autres pays tiers. En résumé, il a été conclu, déjà en juillet 2000, que la présence de l'ESB ne peut être exclue dans aucun État membre, même si elle est peu probable en Autriche, en Finlande et en Suède. Le CSD estimait la présence de l'ESB possible au sein de troupeaux de bovins indigènes dans trois pays qui n'avaient jamais déclaré de cas d'ESB chez eux jusqu'alors, à savoir l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Ces pays avaient tous les trois importé un grand nombre de bovins vivants ou de grandes quantités de farines de viande et d'os (FVO) du Royaume-Uni ou d'autres pays touchés par l'ESB. En même temps, une réintroduction de l'agent de cette maladie dans la chaîne alimentaire animale ne pouvait être exclue car des tissus de bovins étaient transformés en farines animales utilisées pour l'alimentation de bovins indigènes ou pouvant du moins avoir abouti accidentellement dans leur alimentation. Entre-temps, cette évaluation a été confirmée pour l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie où les premiers cas d'ESB ont été identifiés.*

*Der Wissenschaftliche Lenkungsausschuss (WLA) der Europäischen Kommission hat eine qualitative Methode für die Bewertung des geografischen BSE-Risikos entwickelt. Unter dem geografischen BSE-Risiko versteht man die Wahrscheinlichkeit, dass BSE im heimischen Rinderbestand eines Landes oder einer Region auftritt. Bereits 14 Mitgliedstaaten der Europäischen Union und 9 Drittländer sind dieser Risikobewertung unterzogen worden. Für 27 weitere Drittländer findet derzeit eine Risikobewertung statt. Zusammenfassend ist Folgendes festzuhalten: Bereits im Juli 2000 kam man zu dem Schluss, dass das Auftreten von BSE in keinem Mitgliedstaat ausgeschlossen werden kann, auch wenn es in Österreich, Finnland und Schweden unwahrscheinlich ist. In drei Ländern, in denen zum Zeitpunkt der Risikobewertung noch keine BSE-Fälle gemeldet worden waren, hielt der WLA ein Vorhandensein des BSE-Erregers im heimischen Rinderbestand für wahrscheinlich; diese Länder waren Deutschland, Spanien und Italien. In alle drei Länder waren bedeutende Mengen lebender Rinder oder Tiermehl aus dem Vereinigten Königreich oder anderen BSE-betroffenen Ländern importiert worden. Gleichzeitig konnte eine Rückführung des BSE-Erregers in die Futtermittelkette nicht ausgeschlossen werden, da Rindermaterial zu Tiermehl verarbeitet wurde, das verfüttert worden ist oder zumindest versehentlich in die Futtermittelkette hätte gelangen können. Mittlerweile hat sich diese Risikobewertung in Deutschland, Spanien und Italien bestätigt, wo nun auch die ersten BSE-Fälle entdeckt worden sind.*

The Scientific Steering Committee (SSC) of the European Commission developed a qualitative method for the assessment of the geographical BSE risk (GBR) — the probability that BSE is present in the domestic cattle herd of a country or region. It was already applied to 14 Member States of the European Union and to 15 Third Countries. The assessment of 25 other Third Countries is ongoing. The SSC bases its assessments on a model of the BSE cattle system that consists of a feed-back loop controlled by a number of factors (see figure). If these controls function, a system will be able to cope with incoming BSE, otherwise, the BSE agent would be recycled and amplified.

For assessing the geographical BSE risk, two basic questions have to be answered:

1. Could the BSE agent have been imported?
2. If yes, what would probably have happened with it?

When answering the first question, the SSC assumes that BSE does not sporadically exist in cattle herds. It appeared somehow in the UK and got distributed from there, mainly by exports of live animals and feedstuffs. Accordingly, the risk of having imported the BSE agent depends on imports from the UK and other BSE-affected countries.

To respond to the second question, the SSC looks at three main factors:





© Eureka Slide

- **Feeding** (Could potentially infective feed reach cattle?)
  - **Rendering** (Is animal material appropriately used for feed after rendering?)
  - **SRM removal** (Are specified risk materials used for feed after rendering?)
- The SSC puts countries into one of four GBR levels (see table 1).

#### Results so far (see table 2):

- In **Austria, Sweden, and Finland**, presence of BSE is unlikely but cannot be excluded.
- It was not confirmed in July 2000 but regarded likely that BSE is present in **Germany, Italy and Spain**. In the meantime this has been confirmed in Germany, Spain and Italy.
- In **Belgium, France, Ireland, Luxembourg and the Netherlands**, BSE is confirmed, but at a lower level. **Switzerland and Lithuania** fall into the same category.
- In **Portugal and the United Kingdom** the presence of BSE is confirmed at a higher level. In both countries the measures taken appear to be effective and the epidemic has decreased.
- In **Argentina, Australia, Botswana, Chile, Namibia, Nicaragua, Norway, New Zealand, Paraguay and Swaziland** it is highly unlikely that the BSE agent could be present; whereas in **Canada and the USA**, BSE is unlikely but it cannot be excluded. It is concluded that the presence of BSE cannot be excluded in any Member State, even if it is unlikely in Austria, Finland and Sweden. In three countries that had not declared any domestic BSE cases before December 2000, (Germany, Italy and Spain) the SSC regarded it as likely that BSE was present in the domestic cattle herd. All three countries have had significant imports of live cattle or meat-and-bone-meal (MBM) from the UK or other BSE-affected countries. At the same time, recycling of the agent could not be excluded as cattle were rendered for feed that was given to or could at least accidentally have reached domestic cattle. In the meantime this assessment has been confirmed for Germany, Spain and Italy.

GBR level	Presence of one or more cattle, clinically or pre-clinically infected with the BSE agent
I	highly unlikely
II	unlikely but not excluded
III	likely but not confirmed, or confirmed at a lower level
IV	confirmed at a higher level

Table 1: GBR levels, defined by the SSC (July 2000)

Report on the GBR assesment of countries can be found on the Internet :

[http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/ssc/outcome\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/ssc/outcome_en.htm)

A description of the method is given in the «Final opinion on the Geographical Risk of Bovine Spongiform Encephalopathy (GBR) – Adopted on 6 July 2000». (see same Website)

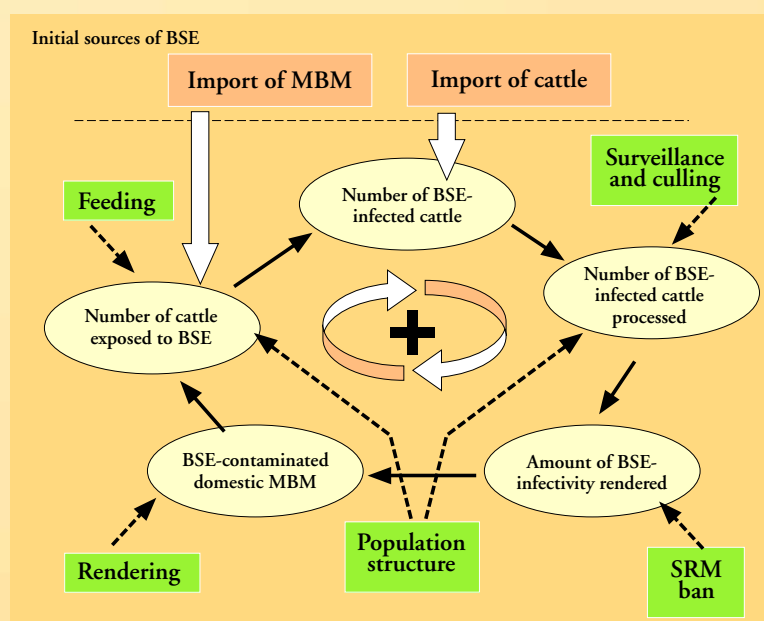


Figure: The model of the BSE cattle system used by the SSC

Joachim Kreysa, Health and Consumer protection DG  
E-mail: [Joachim.Kreysa@cec.eu.int](mailto:Joachim.Kreysa@cec.eu.int)

Member States	GBR level
Belgium	III
Denmark	III
Germany	III
Spain	III
France	III
Ireland	III
Italy	III
Luxembourg	III
Netherlands	III
Austria	II
Portugal	IV
Finland	II
Sweden	II
UK	IV
Third countries	
Argentina	I
Australia	I
Botswana	I
Canada	II
Switzerland	III
Chile	I
Lithuania	III
Namibia	I
Nicaragua	I
Norway	I
New Zealand	I
Paraguay	I
Swaziland	I
United States	II
Uruguay	I

Table 2: Overview of the result of the GBR assessment for 29 countries



# TOBACCO ADVERTISING

## — what's behind it ?

*La récente annulation, prononcée par la Cour de justice des Communautés européennes, de la directive sur le parrainage et la publicité en faveur du tabac, réintroduit le sujet dans l'agenda politique. Le commissaire Byrne est en effet déterminé à proposer, dès que possible et en tenant compte du jugement prononcé, de nouvelles mesures destinées à combattre les effets pernicioeux de la promotion du tabagisme, surtout concernant les jeunes. Une occasion pour «Consumer Voice» de présenter la situation législative actuelle en matière de tabagisme dans l'UE.*

*Consumer Voice hat das kürzlich vom Europäischen Gerichtshof über die Richtlinie zur Werbung und zum Sponsoring zugunsten von Tabakerzeugnissen gefällte Urteil zum Anlass genommen, eine Übersicht der Situation in Europa vorzustellen. Kommissar David Byrne ist fest entschlossen, so schnell wie möglich unter Berücksichtigung des Urteils neue Maßnahmen zum Verhindern der schädlichen Folgen des Tabakrauchens zu ergreifen.*

The 1998 EU directive on tobacco advertising was introduced to avoid and eliminate differences between the Member States legislation on this issue, which had given rise to internal market difficulties, and to differences of treatment of products, services, and events between the Member States, leading to varying treatment of firms and distortion of competition. While some advertising does occur locally, tobacco advertising is often international, using materials and strategies conceived and implemented on the European or world scale. Also, sponsorship of events by tobacco firms, especially televised events, is essentially international in nature. Goods carrying tobacco trademarks and logos are marketed worldwide, and cannot be considered as designed only for a particular national market. Thus, regulations adopted on the national level are often ineffective when controls are impossible within the internal market.

The current legislative situation in the EU on tobacco products is as follows.

**Cinema advertising** is banned in Belgium, Denmark, Finland, France, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal and Sweden. It is allowed in Austria, Germany, Spain and the United Kingdom but only when accompanied by a warning.

**Poster advertising** is banned in Denmark, Finland, France, Portugal and Sweden. It is allowed with a warning

in Austria, Belgium, Germany, Greece, Luxembourg, the Netherlands, and the United Kingdom.

**Press advertising** is banned in Finland, France, Portugal and Sweden. It is allowed with warnings in Austria, Belgium, Denmark, Germany, Greece, Ireland, Luxembourg, the Netherlands, Spain and the United Kingdom.

**Radio advertising** is banned in all Member States except Spain and the United Kingdom, where warnings are required.

**TV advertising** is banned in all Member States by Directive 89/552/EEC.

**Point of sale advertising** is banned in Finland, and Italy. It is allowed with warnings in Belgium, France, Greece, Ireland, Luxembourg, Spain and the United Kingdom.

**Samples** are banned in Belgium, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Luxembourg and the Netherlands.

**Sponsorship** is banned in Belgium, Finland, France, Italy and Sweden.

*John-F. Ryan, Health and Consumer Protection DG  
E-mail: John.F.Ryan@cec.eu.int*



© Andrew Hayes

## RAUCHEN IST NICHT „COOL“ — RAUCHEN TÖTET: EU - Informationskampagne für junge Menschen

*The Commission plans to launch a new call for tenders in the framework of the Community Tobacco Fund with the objective to organise a broad information campaign on smoking prevention aimed at young people. The campaign will mainly use cinemas and relevant newspapers as a means of communication.*

*La Commission projette de lancer un appel d'offres dans le cadre du Fonds communautaire de recherche et d'information dans le domaine du tabac. L'objectif est l'organisation d'une vaste campagne d'information destinée aux jeunes. La campagne sera principalement diffusée dans les cinémas et les quotidiens appropriés.*



© Eureka Slide

Diese Informationskampagne für junge Menschen ist mit rund 3,5 Mio. EUR dotiert und soll hauptsächlich in Kinos und einschlägigen Zeitungen durchgeführt werden. Eine Vorankündigung, um potenzielle Teilnehmer von der bevorstehenden Ausschreibung zu informieren, wurde am 5. Oktober 2000 veröffentlicht. Das offizielle Ausschreibungsverfahren ist für Anfang 2001 geplant.

Der gemeinschaftliche Tabakfonds wurde 1992 eingerichtet, und zwar durch den Einbehalt von 1 % der für die Tabakproduktion in der EU bestimmten Subventionen. Er ist für die Förderung von Projekten zur Gesundheitsinformation und Erforschung weniger schädlicher Tabakpflanzen gedacht. Die Durchführungsbestimmungen wurden in einer Verordnung der Kommission von 1993 festgelegt. Auf dieser Grundlage lancierte die Kommission zwei Aufforderungen zur Einreichung von Vorschlägen. Durch eine Verordnung des Rates von 1998 wurde der Fonds

verdoppelt und beträgt nunmehr 2 % der gesamten Subventionen für die Tabakproduktion. Jetzt befasst er sich mit

- Maßnahmen zur Bekämpfung des Tabakmissbrauchs;
- Forschungsarbeiten zur Schaffung und Weiterentwicklung neuer Sorten und Anbaumethoden, die für die menschliche Gesundheit weniger schädlich sind, besser an die Marktbedingungen angepasst und umweltfreundlicher sind;
- der Schaffung oder Weiterentwicklung alternativer Verwendungsmöglichkeiten für Rohtabak;
- Studien zur Untersuchung der Möglichkeiten für Erzeuger, sich auf andere Kulturen oder Tätigkeiten umzustellen.

Am 25. Juli 2000 billigte die Kommission eine geänderte Durchführungsbestimmung, die diese neuen politischen Bereiche berücksichtigt.

*John-F. Ryan, GD Gesundheit und Verbraucherschutz  
E-mail: John-F. Ryan@cec.eu.int*

### 15 / 3 / 2001

## Journée Européenne du Consommateur — Europäischer Verbrauchertag — European Consumer Day

Le 15 mars 2001, la Commission européenne organisera à Bruxelles la troisième Journée européenne du consommateur sur le thème de la Qualité Alimentaire avec 3 ateliers sur la qualité des aliments, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le même jour, avec le soutien de la Commission, les associations de consommateurs organiseront dans chaque Etat membre des manifestations sur le même thème. A Stockholm, la Commission ouvrira ce jour-là un douzième Euroguichet pour les consommateurs suédois.

Am 15. März 2001 wird die Europäische Kommission in Brüssel den dritten Europäischen Verbrauchertag organisieren; er ist dem Thema Lebensmittelqualität gewidmet, und in seinem Rahmen werden 3 Workshops über Qualität der Lebensmittel, Lebensmittelsicherheit und Ernährung stattfinden.

Am gleichen Tag werden die Verbraucherverbände mit Unterstützung der Kommission in allen Mitgliedstaaten Veranstaltungen zum gleichen Thema organisieren. In Stockholm wird die Kommission für die schwedischen Verbraucher an diesem Tag die zwölfte europäische Verbraucherberatungsstelle (Euroguichet) eröffnen.

On 15 March 2001, the European Commission will organise the third European Consumer Day in Brussels on the theme of food quality, with three workshops on food quality, food safety and nutrition.

On the same day, with the Commission's support, consumer associations will organise events on the same issue in each Member State and in Stockholm, the Commission will open the 12th Euroguichet (European Consumer Information Centre) for Swedish consumers.

*Jean-Jacques Rateau, DG "Santé et protection des Consommateurs"  
E-mail: Jean-Jacques Rateau @ cec.eu.int*



## MEETING FUTURE NEIGHBOURS — EU-Commissioner David Byrne visits accession countries

*Les pays appartenant à la première vague de candidats à l'adhésion, qui intensifient leurs préparatifs dans ce sens, sont instamment tenus d'aligner leur législation sur celle de l'UE. Toutes les nouvelles dispositions adoptées dans le domaine de la législation alimentaire sont également concernées. Pour aider les pays candidats dans cette tâche, David Byrne, membre de la Commission responsable de la santé et de la protection des consommateurs, et Günter Verheugen, membre de la Commission responsable de l'élargissement, proposent une ébauche de stratégie en matière de sécurité alimentaire adaptable à chaque pays et comprenant une approche par étapes du travail à accomplir.*

*Die erste Gruppe von Beitrittsländern beschleunigt ihre Vorbereitungen für den Beitritt zur Europäischen Union, und damit steigt auch der Druck, ihre Rechtsvorschriften mit denen der EU in Einklang zu bringen. Dies gilt auch für alle neuen Entwicklungen des EU-Lebensmittelrechts. Um die Beitrittsländer bei dieser Aufgabe zu unterstützen, schlagen der für Gesundheit und Verbraucherschutz zuständige Kommissar David Byrne und der für Erweiterung zuständige Kommissar Günter Verheugen einen Entwurf für eine Strategie im Bereich der Lebensmittelsicherheit vor, der an die jeweiligen Länder angepasst werden kann.*

As the first wave of accession countries step up their preparations to become part of the European Union, the pressure is on for them to bring their laws into line with those of the EU. That includes all the new developments in EU food law. To help the countries take these on board, Health and Consumer Protection Commissioner David Byrne and Enlargement Commissioner Günter Verheugen propose an outline for a Food Safety Strategy, that can be adapted to each country.

When Commissioner Byrne visited Poland, Hungary and Czechoslovakia last autumn, food safety was the main topic on the agenda. However, the series of in-depth discussions with policy-makers also covered the question of how these three countries are dealing with transposing (bringing into conformity) the *acquis* (the full body of EU law) into national legislation. On consumer protection alone, all of the countries who wish to join the EU must take on board 14 EU directives, a Council decision and three Commission decisions on scientific and consumer committees.

Commissioner Byrne outlined the evolution of EU legislation that aims to ensure food safety from farm to fork. 'Central to this principle,' he explained, 'is the White Paper on Food Safety that will affect the general principles of EU food law.' Telling them that he believed the establishment of the European Food Authority, would give effect to the White Paper's general principles and requirements, the Commissioner spoke of his confidence that these proposals will ensure that consumers can have confidence in the safety of European food.

This new food legislation will have to be in place — and implemented — well in advance of accession in addition to all other EU legislation. Most of the countries have made considerable progress in the areas of consumer protection and are keenly interested in fully participating to the EU's public health programmes. However, the countries agree that to process food legislation effectively and quickly, it would be helpful if the Health and Consumer Protection DG could work closely with their agriculture and health ministries, within a food safety strategy, along the lines proposed by Commissioners Byrne and Verheugen.



*EU-Commissioner David Byrne (center) and R. Gmyrek (center left) visiting the Lukkulas Meat Plant (Poland)*

Active and ongoing interaction between the accession countries and the Commission has been a constant factor, and can be relied upon by accession countries as they prepare to join the EU. Much of the early work was carried out through the Commission's Phare programme. This programme is now discontinued but there is no change to the continuing cooperation between the Commission and the accession countries.

Commissioner Byrne intends to visit each country before accession and plans are well under way for visits to Slovenia, Estonia and Cyprus in the coming months. In addition to frequent visits by officials from the Health and Consumer Protection DG to accession countries, officials from accession countries also visit Brussels for information exchange. EU vets from the Food and Veterinary Office (FVO) will also visit each accession country to look at food safety systems and make recommendations on how safety, throughout the whole food chain, can be implemented.

*Helen Kinghan, Health and Consumer Protection DG  
E-mail: Helen.Kinghan@cec.eu.int*

# JOINING THE CLUB

## — accession countries talk business



© EU-Commission

*Des représentants de dix pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que de Chypre, de la Turquie et de Malte ont participé à un séminaire organisé à Bruxelles. Ils ont été informés des derniers résultats en matière d'harmonisation de l'«acquis communautaire» et des directions dans lesquelles se développe la protection des consommateurs dans l'Union européenne. Au cours de la demi-journée de discussion, des personnalités éminentes des pays candidats ont exposé leurs priorités et leurs besoins dans ce domaine. Leurs toutes premières priorités sont l'éducation des consommateurs, la formation et la stabilité et la continuité du financement. Ces personnalités ont demandé à la Commission d'organiser une rencontre de haut niveau avec des représentants des gouvernements, en vue de convaincre ceux-ci de l'importance de la protection des consommateurs dans tous les secteurs (y compris les ONG), ainsi que des réunions régulières, des ateliers et des séminaires sur les principaux dossiers d'actualité en matière de protection des consommateurs.*

*Vertreter zehn mittel- und osteuropäischer Länder sowie Maltas, der Türkei und Zyperns kamen in Brüssel zu einem Seminar zusammen. Sie wurden über die neuesten Ergebnisse bei der Anpassung an den gemeinschaftlichen Besitzstand informiert sowie über die Richtung, in die sich der Verbraucherschutz in der EU entwickelt. In der halbtägigen Diskussionsrunde erläuterten führende Verbraucherschutzpersönlichkeiten der Beitrittsländer ihre Prioritäten und Erfordernisse. An erster Stelle standen Verbraucherbildung und Schulung sowie Stabilität und Kontinuität der Finanzierung. Die Kommission wurde gebeten, ein Treffen hochrangiger Regierungsvertreter zu organisieren, um diese von der Bedeutung des Verbraucherschutzes auf allen Gebieten (einschließlich des NRO-Sektors) zu überzeugen, und regelmäßige Sitzungen, Workshops und Seminare über die aktuellsten Verbraucherfragen zu veranstalten.*



© EU-Commission

For the third time, representatives of State and non-governmental consumer organisations gathered in the Charlemagne Building, Brussels. Leading figures from central and east European countries together with their colleagues from Cyprus, Turkey and Malta came together for a seminar on consumer policy for candidate countries. Other participants were the German AgV and Belgian CDC, their helpers in the consumer institutions and consumer policy programmes (CICPP II) concerning preparations for EU accession.

Delegates were given information by a representative of the Directorate-

General for Enlargement DG about how the EU had received their current results relating to harmonisation of the "acquis communautaire" (Body of EU law) in the consumer protection field.

Commissioner Byrne also addressed them, emphasising the directions in which the Health and Consumer Protection DG's work was developing. He referred to the most important fields, such as food safety, financial services and e-commerce, and drew attention to the need for more effective enforcement of legal regulation, to turn theory into practice.

Following the Commissioner's speech and a general discussion chaired by the newly-appointed director of the Health and Consumer Protection DG, Mrs Pantelouri, participants described the present state of consumer protection in their countries, together with their priorities and needs in building their consumer movements. Almost all of them emphasised the necessity to raise the general profile of consumer protection. They referred to the joint task of politicians, both in the Member States and the candidate countries, to raise awareness of mutually beneficial development in a common Europe.

Most delegates gave top priority to consumer education, education for children and adults including public servants and teachers, and training for all actors on the consumer stage, experts, advisors, managers, judges and voluntary workers.

The way to strong consumer protection passes through the development of the institutional system, distribution of tasks among participants, capacity building, and

finding the resources to make each of them capable of independent action. Without stability and continuity of NGO financing, no consumer education, representation or protection is possible. But we still seem to be a long way from a situation in which governments of candidate countries can ensure the emergence of strong and effective civic organisations as collaborators in safeguarding consumer interests.

The Commission has a decisive role in achieving this. The participants requested its help in organising a high-level meeting for the government representatives of their countries, emphasising the importance of consumer protection in a free economy and the need for support — including financial assistance — for non-governmental organisations.

They all agreed on the usefulness of the annual meetings and in addition made an offer to Health and Consumer Protection DG to organise regular meetings, workshops and seminars during the year on topics such as capacity building, running consumer organisations or functional aspects such as bank services, e-commerce, fair advertising, etc. These meetings would contribute to transnational cooperation among consumer organisations in Member States, organisations in still non-member countries and international consumer-related organisations.

The representatives asked the commissioner and DG officials to examine the possible continuation of the Phare access programme while significant development is still necessary mainly in the implementation and enforcement of the acquis communautaire.



*Istvan Garai, National Association for Consumer Protection, Hungary  
E-mail: Ofebp@mail.mataav.hu*



# SOCIAL JUSTICE AND WORLD MARKET

## — global consumer concerns discussed in Durban

Le seizième congrès mondial de Consumers International, qui s'est récemment réuni en Afrique du Sud, a principalement étudié la possibilité de mettre en œuvre des mesures importantes pour protéger les droits des consommateurs face à la mondialisation et aux nouvelles technologies. Les militants des droits des consommateurs, au nombre de plus de 600 et originaires de 120 pays différents, qui se sont réunis en Afrique du Sud, ont exigé, entre autres, une interdiction du brevetage des formes de vie et l'imposition d'un moratoire à la culture et à la commercialisation de nouveaux aliments génétiquement modifiés. Le congrès, qui a examiné les perspectives qui s'offrent aux consommateurs en matière de justice sociale et dans le contexte de la mondialisation, s'est tenu pour la première fois en Afrique et a imprimé une grande dynamique à l'amélioration de la protection des consommateurs dans les pays les plus pauvres. De nouvelles initiatives visant à établir des liens entre les organisations de consommateurs européennes et leurs homologues d'Amérique latine et d'autres régions du monde ont été annoncées. Consumers International, qui vient de célébrer son quarantième anniversaire, est une confédération rassemblant quelque 265 groupes qui œuvrent en faveur de la protection des consommateurs dans le monde entier.

Wirksame Maßnahmen zum Schutz der Verbraucherinteressen angesichts globaler Märkte und neuer Technologien standen auf dem 16. Weltkongress von Consumers International ganz oben auf der Tagesordnung. Zu den Forderungen der über 600 Verbraucherschützer aus 120 Ländern, die sich unlängst in Südafrika zu dem Kongress einfanden, gehörten ein Verbot von Patenten auf alle Formen des Lebens und ein Aussetzen von Anbau und Vertrieb neuer gentechnisch veränderter Lebensmittel. Der Kongress, der sich mit sozialer Gerechtigkeit und dem Weltmarkt aus Verbrauchersicht befasste, fand erstmals in Afrika statt und wird den Bemühungen um einen besseren Verbraucherschutz in ärmeren Ländern neue Dynamik verleihen. Angekündigt wurden Initiativen, bei denen europäische Verbraucherorganisationen mit Partnerorganisationen aus Lateinamerika und anderen Teilen der Welt zusammenarbeiten sollen. Consumers International ist ein Zusammenschluss von rund 265 Verbraucherschutzgruppen in der ganzen Welt und besteht seit 40 Jahren.



Peter Campbell

Stronger measures to protect consumer rights in the face of global markets and new technologies topped the agenda of Consumers International's 16th World Congress which met recently in South Africa.

The international meeting brought together consumer activists, officials, donors and academics from over 100 nations to debate issues of consumer policy and protection. The triennial event, entitled 'Consumers, social justice and the world market,' was held on November 13–17 in Durban, hosted by South Africa's Department of Trade and Industry and supported by the

Health and Consumer Protection DG of the European Commission.

This was the first Consumers International World Congress to be held in Africa, and more than one third of the 600 delegates came from the region.

The congress ended with a strong statement in line with its theme on 'Consumers, social justice and the world market'. The statement analyses the situation faced by consumers everywhere and especially in Africa. It calls on governments and international agencies to, among other actions:

- prohibit the use of patents on life forms;
- impose a moratorium on the cultivation and marketing of new GM foods until proven to be safe, environmentally sustainable and acceptable to consumers;
- cancel the debt of least developed countries;
- end the export of hazardous products and processes where domestically banned;
- develop and implement an evidence-based framework convention on tobacco control;
- ensure that trade and economic policies are formed with the input of consumers.

Among the movement's demands is that 'pharmaceutical companies and governments in Africa and elsewhere must immediately start negotiations on licensing drugs for the treatment of HIV/AIDS at affordable prices'. National governments 'have the right to invoke safeguards — including compulsory licensing, parallel importing and public non-commercial use provisions — to guarantee access to essential drugs necessary for protecting the basic human rights of life and health'.

The congress consisted of five days of plenaries, workshops, fringe meetings and training courses — all aimed at developing strategies to ensure that people's needs as consumers are met and respected in light of the challenges and opportunities presented in the 21st century.

In addition to the long-standing consumer concerns of satisfaction of basic needs, adequate protective legislation and consumer education and information, a number of specific current issues were discussed in depth. These included the impact on consumer welfare of trade liberalisation, public utilities and privatisation, genetic modification of foodstuffs, privacy problems and alternative dispute resolution in e-commerce, intellectual property agreements, and sustainable consumption.

During the congress, consumer organisations were invited to participate in the upcoming Euro-Latin American Consumer Dialogue for Development and Democracy, to be held on 24–26 January 2001 in Cartagena de Indias, Colombia. Representatives from over 30 Latin American consumer groups and government officials will meet with European organisations and EU officials to draw up a three-year plan to improve legislation, food standards and public utilities.

Chris Gethin, Consumers International, London  
E-mail: cgethin@consint.org

## CONSUMERS IN LATVIA — confidently looking ahead

En Lettonie, la première organisation de consommateurs a été créée en 1990. L'adoption en 1992 de la première loi sur la protection des consommateurs a marqué le début d'un développement lent mais constant des politiques liées aux consommateurs.

**À l'heure actuelle, les problèmes et les préoccupations majeurs sont les suivants:**

- le gouvernement n'apporte pas de soutien financier;
- aucun organisme consultatif n'a été créé dans le cadre des politiques relatives aux consommateurs;
- les services publics offrent des prestations onéreuses et de mauvaise qualité;
- aucun essai comparatif de produits n'est effectué.

### Réalisations actuelles

— Dix organisations régionales de consommateurs provenant des dix régions de la Lettonie ont fondé l'Association lettone de protection des consommateurs.  
— Des bureaux d'information des consommateurs ont été créés.  
— Un nouveau système d'information des consommateurs a été mis en place. Il est accessible par l'intermédiaire de toutes les organisations de consommateurs, ainsi que sur Internet.



National network of consumer organisations, December 2000.

In Lettland wurde die erste Verbraucher-schutzorganisation 1990 gegründet. Mit der Verabschiedung des ersten Verbraucherschutzgesetzes 1992 begann die langsame, aber konstante Entwicklung einer Verbraucherpolitik.

### Die größten Probleme und Anliegen sind heute:

- das Fehlen finanzieller Unterstützung von Regierungsseite,
- das Fehlen eines beratenden Gremiums für Verbraucherpolitik,
- geringe Qualität und hohe Tarife bei den öffentlichen Dienstleistungen,
- das Fehlen von vergleichenden Warentests.

### Die bis heute erzielten Erfolge:

— Zehn regionale Verbraucherorganisationen aus ganz Lettland gründeten den lettischen Verbraucherschutzverband.  
— Es wurden Beratungsstellen für Verbraucher eingerichtet.  
— Ein neues Informationssystem für Verbraucher ist über sämtliche Verbraucherorganisationen und im Internet zugänglich.



At the start of a new millennium and the beginning of a new year, we would like to leave in the past everything that has hindered our work. In the new year, we will help our consumers more effectively with a new strategy corresponding to the current situation and with a deeper understanding of consumer needs. Together, we will do our best to ensure a better quality of life.

This year the first consumer organisation — the Club for Protection of Consumer Interests — celebrated its 10-year anniversary since starting its consumer protection activities. The Consumer Protection Act can be regarded as our first major achievement. The Saeima (the Parliament of the Republic of Latvia) adopted it on 28 October 1992. Its club's working group devised the basis for the draft legislation, and its total contribution to the act is about 80 %.

Since the adoption of the first Consumer Protection Act in 1992, Latvia has been committed to consumer protection policy. This position was strongly reaffirmed by the adoption of the revised Consumer Rights Protection Act in March 1999, which grants rights to non-governmental consumer organisations but does not provide for financial support for implementing those rights.



## Problems

In accordance with the national EU integration programme, the Ministry of the Economy worked out a concept, 'Increasing the role of non-governmental consumer organisations', but the Ministry of Finance has not yet adopted it. This means we cannot hope for the delegation of State functions to consumer organisations in the immediate future. By partial financing of the non-governmental sector, the State could give substantial impetus to the development of consumer policy in Latvia.

Unfortunately, there is as yet no consumer policy body in Latvia, such as a consumer consultative council, which would allow consumer organisations to represent consumer interests and influence policy on a regular basis and on different consumer policy issues.

As regards consumer complaints, the majority of consumers are not satisfied with the public utilities — heating, cold and hot water. This problem is very difficult to solve because it is connected with the following circumstances:

- adoption of political decisions in this specific area;
- tariff calculation is not transparent and does not correspond to consumers' ability to pay;
- the quality of services is poor owing to low energy efficiency and insufficient measuring of consumption.

The weak point in the consumer information system is the lack of comparative product testing. State institutions test

products only if there are well-founded suspicions about a product's conformity to safety requirements. Non-governmental organisations lack the means to do this.

## Successes

The most successful work is in the area of consumer information and education, which is carried out by consumer protection clubs. The creation of a non-governmental consumer advice system was initiated by AgV under the Phare programme, with the opening of the first advice office in Riga in 1998 under the Club for Protection of Consumer Interests.



*In 2001 Riga celebrates its 800th anniversary. The rebuilt Blackheads' House is its biggest birthday present.*

In March 1999, 10 years after the first consumer club was founded in Riga, consumer clubs and societies from all over Latvia united to form the Latvian Consumer Protection Association (PIAA). The founder members are the regional consumer clubs from Riga, Jurmala, Rezekne, Latgale Region and Jelgava and two tenants' associations from Ogre and Liepaja. The association is an independent non-governmental organisation which works nationally to extend and protect consumer rights in Latvia as well as to coordinate the work of local and regional groups. Today, PIAA consists of 10 regional clubs with a total of about 700 individual members.

One step in the direction of professional support for consumer advice activities is the new consumer information system, which has been set up by a State institution — the Consumer Rights Protection Centre — in cooperation with the PIAA and with technical support from AgV under the Phare programme. The information files are distributed through all PIAA regional advice offices.

In August 2000, the Club for Protection of Consumer Interests together with the Consumer Rights Protection Centre created the first resource site for consumers, 'The consumer guide', on the Internet ([www.consumer-guide.lv](http://www.consumer-guide.lv)). By visiting the site, consumers can, at any time and place, obtain full and detailed information about their legal rights, goods and services, read the latest consumer news, express their opinions in polls and submit complaints. The consumer guide is one of the most visited sites run by non-governmental organisations.

*Zinta Kovalevska, Consumer Protection Association, Latvia  
E-mail: [zk@latnet.lv](mailto:zk@latnet.lv)*



# SECURITE ALIMENTAIRE, PAIEMENTS ELECTRONIQUES, PRODUITS ET SERVICES — les Français sur le qui-vive !

*Wenn sich die Anliegen der Bürger Frankreichs auch je nach Lebensweise, Finanzlage oder sozioökonomischen Gewohnheiten unterscheiden, so stellen sich doch den Verbraucherverbänden als Anlaufstellen immer wieder bestimmte gemeinsame Fragen. Die Themen, die alle Verbraucher schlechthin interessieren, reichen von der Unbedenklichkeit bei Lebensmitteln über die Sicherheit im Zahlungsverkehr bis hin zu Vergleichsmöglichkeiten für Angebote über Produkte und Dienstleistungen im Sinne des freien Wettbewerbs.*

*While the concerns of the French vary according to their way of life, budget and socio-economic habits, a number of recurring questions can nevertheless be identified from among those addressed to consumer associations. Food safety, security of payments and the comparability of products and services, which promote free competition, are some of the issues of interest to all consumers.*



On ne le dira jamais assez, il n'existe pas un consommateur type, mais des consommateurs, aussi différents les uns des autres que peuvent l'être tous les individus. Ce qui implique que chacun ait sa propre appréhension de la consommation, et des problèmes qui y sont liés. Il est donc très difficile de parler de façon générale des préoccupations des consommateurs, celles-ci dépendant bien entendu des habitudes de consommation de chacun, liées elles-mêmes à des éléments culturels, psychologiques ou financiers.

Néanmoins, les associations de consommateurs, grâce en particulier à l'étendue de leur réseau local, sont sans doute parmi les plus à même

d'identifier ce que sont sur une certaine période les préoccupations récurrentes de leurs concitoyens. Et il est aujourd'hui indiscutable, en France comme dans la plupart des autres pays européens, que les questions de sécurité alimentaire figurent au premier rang des ces préoccupations. La crise de la vache folle bien sûr, mais aussi l'affaire des poulets à la dioxine ou bien encore les discussions autour des organismes génétiquement modifiés ont contribué à développer chez les consommateurs un sentiment de méfiance à l'égard de leur alimentation, mais également à l'égard de leurs responsables politiques qui, bien souvent, ont eu du mal à gérer ces crises aussi rapidement qu'il l'aurait fallu. La force de ces préoccupations exige aujourd'hui des responsables politiques comme de la part de l'ensemble de la filière agroalimentaire un effort très important de transparence et d'information pour tenter de rétablir la confiance.

Au titre des préoccupations actuelles des consommateurs français, on peut sans aucun doute également citer la question de la sécurisation des paiements par carte bancaire de façon générale, et aussi plus particulièrement des paiements par voie électronique. Les consommateurs ont été incités depuis des années à utiliser de plus en plus leur carte bancaire pour régler leurs achats, que ce soit pour des achats directement chez les commerçants ou à distance, avec l'assurance maintes fois réaffirmée qu'il s'agissait là d'un moyen de paiement particulièrement sûr. Or, depuis quelques années, le développement de la technique et les nouveaux moyens de diffusion de l'information ont créé une faille dans ce système, sans que cela ait pourtant fait l'objet d'une information particulière des consommateurs sur les nouveaux risques existants, et sans que les moyens nécessaires n'aient été mis en place pour assurer une sécurisation parfaite. La crainte qui en est

née chez de nombreux consommateurs explique en grande partie le faible développement du commerce électronique en France, comme d'ailleurs dans de nombreux autres pays européens.

Enfin, la diversification de l'offre de produits et de services, qui est indiscutablement une chance pour le consommateur, s'est aussi accompagnée d'une complexification de ces offres et donc d'une difficulté pour chacun à évaluer leur coût global et surtout à les comparer entre elles. Pour que la concurrence puisse réellement jouer, il est indispensable que les consommateurs disposent d'une information claire, précise et comparable sur ce qui leur est proposé. C'est aujourd'hui un sujet de préoccupation, en particulier dans des secteurs en pleine expansion tels que la téléphonie mobile ou l'accès à Internet.

Je terminerai en évoquant un sujet qui, s'il n'est pas pour l'instant au cœur des préoccupations des Français, y figurera en bonne place d'ici quelques mois au plus tard, c'est-à-dire le passage à l'euro fiduciaire. Il ne fait aucun doute que toutes les énergies devront être rassemblées dans les quelques mois qui viennent pour permettre au consommateur d'affronter avec succès ce changement majeur de sa vie quotidienne.

## Traité d'Amsterdam

L'article 153 («Protection des consommateurs») du traité CE confère aux consommateurs le droit de «s'organiser afin de préserver leurs intérêts». Cela implique l'obligation de soutenir la création d'associations de consommateurs au sens le plus large.

Les différences actuelles en matière de financement (ou d'absence de financement) par les États membres ont des répercussions importantes sur la taille et l'influence des associations de consommateurs. Il semble manifeste que cela constitue une menace pour l'objectif susmentionné du traité visant à «préserver les intérêts des consommateurs». Une discussion avec les États membres semble s'imposer sur le thème du financement des associations de consommateurs en tant qu'organisations non gouvernementales.



Reine-Claude Mader,  
Confédération syndicale du  
Cadre de Vie, Paris  
E-mail : mader@cclcv.org



# EUROGUICHET LILLE

## — mettre l'Europe à la portée des consommateurs

*Das Europäische Verbraucherzentrum in Lille (Nordfrankreich) berät seit nunmehr zehn Jahren die Verbraucher nicht nur bei grenzübergreifenden Geschäften, sondern setzt sich – im Rahmen von Aufklärungskampagnen zu zentralen Verbraucherfragen – auch für die Stärkung ihrer Rechte im Binnenmarkt ein. Im folgenden Artikel werden einige Aktionen des Verbraucherzentrums in Lille aus jüngster Zeit (2000/2001) vorgestellt, u. a. in den Bereichen Timesharing bei Immobilien, grenzübergreifende Angebote von Finanzdienstleistungen und Ernährung.*

*The European Consumer Information Centre in Lille (France) has been working for 10 years advising consumers on cross-border transactions, but also promoting their rights in the single market, particularly by means of information campaigns on the main issues which interest consumers. The following article briefly presents some of the Lille ECIC's actions in 2000 and 2001: purchasing the right to use immovable property on a timeshare basis, the cross-border supply of financial services, food, etc.*



Le Centre européen des consommateurs de Lille a fêté, le 15 janvier 2001, son dixième anniversaire. Depuis cette date, ce sont plus de 300 000 personnes, associations ou autres structures d'information du public qui ont été informées, conseillées ou assistées, et environ 150 000 brochures sur les questions touchant aux intérêts économiques et juridiques des consommateurs qui ont été diffusées sur l'ensemble du territoire français et auprès de partenaires dans les autres pays de l'Union européenne.

Ces dix années ont fait du CEC un expert sur toutes les questions touchant à la protection des intérêts économiques et juridiques des consommateurs en Europe. Le centre est interrogé par des particuliers soucieux de connaître leurs droits dans le cadre des transactions transnationales, mais aussi consultés par les assureurs, les avocats, les services d'aide aux victimes, présents dans les tribunaux, les consulats...

Le contact direct avec le public est particulièrement important, et les consommateurs apprécient beaucoup le service: ils peuvent exposer leurs problèmes, en discuter avec des experts, recevoir une information personnalisée, bénéficier, le cas échéant, de l'intervention d'un autre euroguichet; surtout, ils obtiennent rapidement une réponse ou une solution. En retour, cela permet de connaître plus en détail les difficultés concrètes que rencontrent les consommateurs dans le cadre du marché unique.

Le travail en réseau et le développement d'Internet ont permis d'informer plus rapidement et plus efficacement, de façon interactive, un plus grand nombre de personnes, et de dialoguer avec les consommateurs sur les questions qui les intéressent. Le site du CEC a reçu près de 40 000 visiteurs depuis janvier 2000 (<http://www.euro-conso.org>).

### Activités et développements en cours

Le CEC de Lille traite bien sûr des centres d'intérêt «traditionnels» des consommateurs réalisant des achats transfrontières, tels que l'automobile, les garanties, les voyages à forfait; l'activité intègre aussi des thèmes majeurs pour les années à venir, comme l'alimentation, l'euro ou les techniques de commercialisation à distance.

#### «Timeshare»

L'acquisition de droits d'utilisation de biens immobiliers à temps partagé est source de très nombreuses questions, et les litiges restent très nombreux, malgré la transposition de la directive 94/47/CE; le préjudice subi par les consommateurs est par ailleurs particulièrement important (près de 9 200 euros en moyenne).

Les raisons des difficultés rencontrées par les consommateurs sont en général liées au comportement de certains opérateurs qui ne respectent pas leurs obligations légales quant à l'information ou au délai de rétractation ou contournent la réglementation pour priver le consommateur de leurs droits (c'est ainsi que certaines sociétés proposent systématiquement des contrats de moins de trois ans, sans possibilité de renoncer au contrat après signature de celui-ci.). En outre, les contrats sont fréquemment signés hors Communauté...

Vu l'ampleur du problème, le CEC privilégie l'information massive des consommateurs, par voie de presse et de brochures, et coopère activement avec les euroguichets espagnols (Vitoria et Barcelone). Internet est également une voie privilégiée de diffusion d'informations et d'assistance dans ce domaine: courriers types, informations juridiques détaillées, textes de loi en ligne, conseils pratiques, etc. sont disponibles en ligne.



Equipe Euroguichet Lille

### La publicité et l'offre commerciale sur Internet

L'offre transfrontière de services financiers est un domaine dans lequel les consommateurs sont souvent vulnérables, parce qu'ils manquent d'informations précises sur leurs droits. C'est donc un axe déterminant de notre action en 2001, et l'accent sera mis en particulier sur l'offre transfrontière de services financiers par Internet: information du consommateur sur les précautions à prendre, l'état du droit communautaire dans ce domaine, etc.

Les techniques de communication à distance multiplient par ailleurs les risques de pratiques déloyales sur le plan transfrontière. Parmi les actions en projet figure la mise en place d'un réseau d'échange d'informations entre euroguichets sur les problèmes rencontrés par les consommateurs et les voies de règlement les plus efficaces, afin d'optimiser le service rendu aux consommateurs.

### L'alimentation

Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à se soucier de leur alimentation, tant en ce qui concerne la sécurité des produits qu'ils consomment qu'en matière d'information sur le mode de production et la valeur nutritive des aliments. Deux brochures ont été réalisées pour aider les consommateurs à choisir des produits de qualité et répondant à leurs besoins essentiels: les signes de qualité dans l'alimentation et les compléments alimentaires ainsi que les «aliments».

Ce ne sont bien sûr que quelques exemples des services rendus par le CEC de Lille. De façon plus générale, les centres européens des consommateurs sont les «points centraux» où les particuliers, les associations, les médias et tous les organismes d'information peuvent se renseigner sur les actions de la Communauté en faveur des consommateurs, et obtenir une aide concrète.

Nous privilégions la disponibilité et la complémentarité avec les autres membres du réseau.

Notre action est reconnue par le public puisque notre activité est en augmentation constante.

Martine Benoist, Centre européen des consommateurs de Lille (France)  
E-mail: [mbenoist@crc-conso.com](mailto:mbenoist@crc-conso.com)



## 2002 – L'euro dans mes poches

Mit der Einführung der Euro-Banknoten und -Münzen am 1. Januar 2002 wird jeder Bürger der Eurozone nur noch über Zahlungsmittel in Euro verfügen; er muss seine Einnahmen und Ausgaben in Euro verwalten und seine Einkäufe mit Euro-Münzen und -Banknoten tätigen. Der von den Mitgliedstaaten beschlossene Zeitplan sieht in der Praxis nur einige Tage für den Übergang zum „vollen Euro“ Anfang 2002 vor. Es ist Zeit, eine Bestandsaufnahme darüber zu machen, was dieser Zeitplan für den Alltag jedes einzelnen Verbrauchers bedeutet. Es ist auch Zeit, daran zu erinnern, dass bestimmte Dinge wie bestehende Verträge oder die Kaufkraft der Haushalte unverändert bleiben werden.

With the arrival of euro notes and coins on 1 January 2002, the only currency used by Europeans living in the euro zone will be the euro. They will have to manage their budgets in euro and do their shopping with only euro notes and coins. The timetable agreed on by the Member States allows for only a few days in practice for the transition to exclusive use of the euro at the beginning of 2002. It is time to take stock of the actual implications of this timetable for the daily lives of consumers, and to be aware also that some things, such as existing contracts and households' purchasing power, will not be affected.

Avec l'arrivée des pièces et billets en euros le 1er janvier 2002, chaque citoyen de la zone euro n'aura pour monnaie que l'euro, devra gérer son budget en euros et faire ses achats avec les seules pièces et billets en euros. Le calendrier décidé par les États membres ne prévoit en pratique que quelques jours pour le passage au «tout euro» au début de 2002. Il est temps de faire le point sur ce que ce calendrier signifie au jour le jour pour chacun des consommateurs... Temps pour rappeler aussi que certaines choses comme les contrats existants ou le pouvoir d'achat des ménages resteront inchangées.



### Un bref rappel du calendrier (1)

- **Janvier 2001**: plus qu'un an pour se préparer à utiliser les pièces et billets en euros dans la vie quotidienne: à travers le double affichage, la formation, l'information, les paiements scripturaux et électroniques en euros...
- **Mi-décembre 2001**: mise à disposition de kits de pièces en euros pour les citoyens dans la plupart des pays.
- **1er janvier 2002**: introduction des pièces et billets en euros et début du retrait de la circulation des pièces et billets en unité monétaire nationale (franc, mark allemand, livre irlandaise...)
- **15 janvier 2002**: 80 % des pièces et billets en euros seront déjà en circulation: dans les distributeurs de billets, chez les commerçants, nous ne recevrons que des euros. Les pièces et billets en unité monétaire nationale auront pratiquement disparu.
- **Février 2002**: derniers jours où les pesetas, francs, escudos... restants pourront être utilisés dans les commerces.
- **Dans les mois qui suivent** les pièces et billets en unité monétaire nationale pourront être échangés auprès des banques.

### Ce qui est obligatoire pour le consommateur:



— dès le 1er janvier 2002:

- utiliser uniquement l'euro comme monnaie dans tous les nouveaux instruments juridiques (nouveaux contrats, dons...),
- paiements non cash: libeller les nouveaux chèques, virements... en euros seulement!
- accepter que mon compte, mes cartes bancaires et autres moyens de paiement fonctionnent en euros (sans obligation de double affichage, même si celui-ci est prévu par la plupart des banques pendant un certain temps),
- accepter que certains prix ne soient affichés qu'en euros si le commerçant ne souhaite pas faire de double affichage,
- présenter en euros les déclarations fiscales portant sur des revenus postérieurs au 1er janvier 2002.

— en janvier et en février 2002 (1):

- accepter des euros ou des unités monétaires nationales dans les paiements et rendus cash (le commerçant pourra être payé en drachmes par exemple et donner le rendu en euros).

— à partir de fin février 2002 (1):

- payer en euros partout et non seulement avec les moyens de paiement non cash, mais aussi en cash.

### Ce qui ne changera pas en 2002:

— Il n'est pas nécessaire de renégocier les contrats existants: les valeurs en pesetas, francs, Markkas (marks finlandais), seront «lues» à partir de 2002 en euros en appliquant le taux de conversion fixe. Si par exemple, en 2025, subsiste un document légal, un contrat comportant un montant en ancienne dénomination, celui-ci sera converti en euros avec ce même taux fixe.



© Internet

— Les frais pour les opérations financières transfrontières (virements, chèques, retraits aux distributeurs à l'étranger) pour les petits montants, même dans la zone euro, restent élevés. Indépendamment de l'euro, les systèmes bancaires de paiement transfrontière fonctionnent moins bien qu'à l'intérieur d'un pays.

— Le pouvoir d'achat de chaque ménage ne change en rien du fait de l'introduction de l'euro. L'euro n'est qu'une unité de mesure. La valeur de notre argent reste la même comme les distances mesurées en kilomètres ou en pieds sont les mêmes.

Helena Ramon Jarraud, DG «Santé et protection des consommateurs»  
E-mail : Helena.Ramon@cec.eu.int

(1) voir les conditions spécifiques par pays dans le tableau résumé des plans nationaux (p.17)





# ches. Que dois-je faire ?

ELEMENTS OF THE NATIONAL CASH CHANGEOVER PLANS

	Frontloading financial institutions	Sub-frontloading cash-in-transit/retailers	Frontloading coins to public	Free-of-charge * exchange by banks	Denominations of notes at ATMs	End-date of legal tender	Withdrawal of national coins	Exchange at banks after legal tender	Redemption ** after legal tender
Belgium	Coins: 1/9/2001 Notes: 19/11/2001	Cash in transit: 1/9/2001 Retailers: 1/12/2001	15/12/2001	No limit until 28/2/2002; notice for high amounts	€ (5), 20, 50	28/2/2002, midnight	By banks under control of BNB and Belgium Mint	31/12/2002	Notes : indefinitely Coins : end-2004
Germany	1/9/ 2001	1 /9/2001	17/12/2001	Subject to each bank's decision. Standard amount to be agreed	€ 5, 10, 20, 50 mostly	31/12/2001	By banks. Storage in spec. BBK facilities	28/2/2002	Indefinitely
Greece	1/10/ 2001	1/12/2001	No frontloading to the public	No limit	€ 5, 10, 20, 50	28/2/2002		Positive; period to be defined	Notes : 10 years Coins : 2 years
Spain	Coins: 1/9/2001. Notes: 1/11/ 2001	Cash in transit: 1/9/2001 Retailers: Dec 2001	15/12/2001	No limit	€ 10, 20, 50 or € 20, 50	28/2/2002		30/6/2002	Notes and coins : indefinitely
France	Coins: 1/9/ 2001. Notes: 1/12/2001	Retailers : December 2001	15/12/2001	No limit until 17/2/2002	€10 and 20 mostly	17/2/2002	Standardised packing for retailers; storage BDF	30/6/2002	Notes : 10 years Coins : 3 years
Ireland	From 1/9/ 2001	Notes : probably mid-November 2001. Coins earlier	Not planned	Up to an overall total of at least IEP 500 per individual.	€ 10 and 20 predominantly	Midnight Saturday 9/2/2002		For a period not yet specified	Indefinitely
Italy	Banks and post offices. Notes : 15/11/2001. Coins : 1/9/2001	Large retailers: final days of 2001	15/12/2001	Recommended : € 500. No limit on one day notice	€ 50 and 10 or € 20 and 10	28/2/2002	50 and 100 lire coins to be withdrawn before 2002	Banks to continue the exchange on a voluntary basis	10 years
Luxembourg	Notes and coins (banks and post offices):1/9/ 2001	1 /9/2001	15/12/2001	Free for clients	€ 10, 20, 50 or 100	28/2/2002	By banks under BCL control	30/6/2002 (some banks)	Notes: indefinitely Coins : end-2004
Netherlands	Notes and coins : 1/12/2001	Retailers : 17/12/2001	17/12/2001 :free kits (8 coins)for those over 6 years ; larger kits (32 coins) for sale	No limit until 1/4/ 2002; exchange via bank account	€ 5, 10, 20, 50	28/1/2002 at 0.00 hours		31/12/ 2002 (banks may charge for the exchange as from 1/4/ 2002)	End-date coins 1/1/2007; notes1/1/2032
Austria	Notes and coins : 1/9/2001	1/9/2001	17/12/2001	Recommended ATS 50 000	€ 10 and 100	28/2/2002			Indefinitely
Portugal	Coins : 1/9/2001. Notes : 1/10/2001	Retailers:1/12/2001	17/12/2001	No limit by deposit; also one operation up to € 500	€ 5, 10, 20, 50	28/2/2002	Storage in army facilities	30/6/2002	Notes : 20 years Coins : end-2002
Finland	Coins: 3/12/2001. Notes:17/12/2001	Cash companies. Coins: Nov-Dec 2001. Notes: Dec 2001. (Retailers: 2.1.2002)	Packs 1 piece of each coin at nom. price: 15/12/2001	No limit	€ 20 and 50	28/2/2002	Storage in special facilities	To be decided individually by banks	Notes and coins : ten years

\*For clients. \*\* At central banks.

## IS THE EU GOOD FOR YOUR HEALTH? — different responses to different risks

*L'ESB/MCJ (encéphalopathie spongiforme bovine/maladie de Creutzfeldt-Jacob) présente des risques infimes pour la santé par rapport au tabagisme. Cependant, une large couverture médiatique alliée à un mouvement de panique chez les opérateurs commerciaux et le grand public ont poussé la Communauté à prendre des mesures d'urgence contre l'ESB/MCJ. (Maladie de Creutzfeldt-Jacob).*

*Parallèlement, les tentatives faites pour s'attaquer au problème plus sérieux, à savoir celui du tabac, ont été contrecarrées par un arrêt récent de la Cour de justice européenne, annulant la directive relative à la publicité en faveur des produits du tabac. La Communauté doit maintenant faire preuve de sa résolution à remplir auprès de ses citoyens ses obligations au regard du traité consistant à assurer un «niveau élevé de protection de la santé humaine» et elle doit trouver un moyen de s'opposer aux conséquences dommageables de l'arrêt de la Cour.*

*Die gesundheitlichen Risiken, die von BSE und der Creutzfeldt-Jakob-Krankheit (CJK) ausgehen, sind im Vergleich zu den Risiken des Rauchens minimal. Durch die umfangreiche Medienberichterstattung und die Panikreaktion der Marktbeteiligten wurde jedoch enormer Druck auf die Gemeinschaft ausgeübt, Dringlichkeitsmaßnahmen gegen BSE und CJK zu treffen.*

*Gleichzeitig wurden die Versuche, das viel gravierendere Problem des Tabakkonsums in Angriff zu nehmen, durch das jüngste Urteil des Europäischen Gerichtshofs zur Annullierung der Richtlinie über die Tabakwerbung zunichte gemacht.*

*Jetzt muss die Gemeinschaft deutlich machen, dass sie es ernst meint mit ihrer im EG-Vertrag festgeschriebenen Verpflichtung, „ein hohes Gesundheitsschutzniveau“ für ihre Bürger sicherzustellen, und sie muss Wege finden, die negativen Auswirkungen des EuGH-Urteils abzuwehren.*



© UK Liberal Democrats (EP)

However, mortality figures in the UK (as the country that first experienced the BSE and CJD crisis) have been mercifully small: at the most, 100 deaths since 1985. Every one of these cases has been tragic in itself, but the initial fears of a major epidemic have not, so far, materialised. Rational risk perception, therefore, should tell us that there is little cause for panic. But panic we did, and the poor old European Community was hammered in the media of most Member States for doing too little too late.

Contrast this scenario with another proven example of cause and effect: tobacco. Tobacco-related disease is also unpleasant and incurable and results in premature death. People who smoke tobacco puts themselves at risk. Therefore, to avoid risk, one must stop smoking. In the case of tobacco, we are not talking of infinitesimal risk (such as 100 in a population of 50 million over a period of 15 years) but of the absolute certainty that every other regular consumer will die as a direct result of their smoking: 500 000 EU citizens every year, each losing 14 years of life on average.

The EU and its Member States have struggled during the past few years to contain the threat of a CJD epidemic — quite rightly so, in the interests of health protection. But simultaneous efforts by the Community and most Member States to contain the tobacco epidemic have been attacked and undermined by commercial interests in the tobacco, advertising and media industries. Ironically, they have been aided and abetted by some Member States who have been loudest in their criticism of the failings that lead to the BSE crisis. Yet the risks associated with BSE are totally insignificant compared with those of tobacco.

A comment on the Community's response to two different risks

During November, the BSE crisis suddenly erupted once again. A few new BSE cases had been identified in cattle in various Member States. Politicians and public authorities were put on the defensive. Media scare stories had an immediate effect: public panic, followed by a drastic drop in beef sales.

Why? What was going on? The principle of 'cause and effect' tells us that BSE leads to the human form of CJD — an unpleasant and incurable disease, resulting in premature death. Anyone eating beef must be putting themselves at risk. Therefore, to avoid risk, one must stop eating beef.

The most trenchant example of this dichotomy surfaced on 5 October last, with the judgment of the Court of Justice of the European Communities (ECJ) on the EU tobacco advertising directive. This was adopted in July 1998 and was due to take effect progressively from January 2001 onwards. It would have banned all tobacco advertising except at points of sale, prohibited brand stretching and restricted publicity surrounding tobacco industry sponsorship of sporting and cultural events. The directive was introduced as an internal market measure, and it was justifiable as it sought to harmonise the various different national laws that exist to regulate the promotion of a consumer product widely traded and marketed throughout the EU. Also, as required by the Treaty, it sought to achieve a high level of human health protection.



The Court decision implies that health protection means nothing in the internal market. It puts the financial interests of a few commercial operators above the health interests of millions of consumers. We have long known that the tobacco industry shows a complete disregard for the health of its consumers. Now we find the EU Treaty interpreted in such a way that the EU, too, seems disinterested or incapable of doing anything to protect the health of its citizens.

This has happened less than three years after the first BSE crisis contributed to the downfall of the previous Commission, amidst accusations that the Community was out of touch with its citizens. Over the years, we have been presented with programmes such as 'Citizens first', we have welcomed the concept of a 'Citizens' Europe', and we have witnessed the reorganisation of the Commission services (we now have a Directorate-General for Health and Consumer Protection). These are moves which seem

to recognise the primacy of the citizen and the right to expect the EU to defend and deliver a high level of human health protection.

The ECJ judgment throws these ideals, these principles, these well-meaning political priorities, into complete disarray. It is now up to the Commission to take the lead in bringing forward a new and effective replacement proposal on tobacco advertising. Commissioner Byrne's announcement at the December meeting of the Health Council indicates that he is determined to do so. But more than this, it is up to the Community as a whole to justify to us all, as individuals, that the EU is good for our health.



Andrew Hayes  
UICCECL Association of European Cancer Leagues, Brussels  
E-mail: hayes@globalink.org

## ACCESS TO HEALTH — a fundamental right all over the world?

*Les maladies infectieuses restent la première cause de décès dans le monde. Elles tuent près de 15 millions de personnes chaque année, essentiellement dans les pays en voie de développement. La majorité de ces décès pourrait être évitée, puisque des vaccins et des traitements efficaces existent ou pourraient être mis au point grâce à nos connaissances et technologies actuelles. Néanmoins, dans de nombreux cas, les médicaments qui pourraient guérir ces personnes sont trop coûteux, ou bien leur fabrication a été interrompue. En raison du libéralisme mondial, les médicaments ont le même statut que n'importe quel autre produit, et les mourants s'en trouvent démunis. Le marché n'a pas été en mesure de permettre un accès équitable aux médicaments vitaux. Il est temps que les gouvernements interviennent.*

*Infektionskrankheiten stellen weiterhin weltweit die Haupttodesursache dar. Jedes Jahr sterben etwa 15 Millionen Menschen an diesen Erkrankungen, die meisten davon in den weniger entwickelten Ländern. Die überwiegende Mehrheit dieser Todesfälle wäre vermeidbar: wirksame Impfstoffe und Behandlungsmöglichkeiten sind bereits vorhanden oder könnten mit den derzeitigen Erkenntnissen und Technologien entwickelt werden. In vielen Fällen sind jedoch die Arzneimittel, die diese Menschen heilen könnten, entweder zu teuer, oder sie werden nicht mehr hergestellt. Auf dem globalen freien Markt werden Arzneimittel genau wie jedes andere Produkt behandelt, und lebensrettende Medikamente werden Totkranken vorenthalten. Bei der Sicherstellung einer gerechten Versorgung mit lebensrettenden Medikamenten hat der freie Markt versagt. Deshalb ist es an der Zeit, von staatlicher Seite einzugreifen.*

People who are sick are not consumers and often, if they are poor, they have no voice. Nobody chooses to be a consumer of medicines; people in poor countries do not decide between AIDS or sleeping sickness. Their suffering is unheard by the pharmaceutical giants, for whom drug development and pricing are driven by profit prospects rather than death rates.

There is an enormous gulf between the treatment available in the developed world and in the developing world. In the former, AIDS can be controlled with drugs, but in the latter they are a death sentence. AIDS drugs exist because the disease affects people in the rich west — there is a market for AIDS drugs. However, these drugs are sold globally at a price that only the rich west can afford, and the vast majority of the 36 million people who suffer from AIDS live in the less-developed world, without treatment.

For other diseases, treatment options are running out and no new drugs are being developed. For example, sleeping sickness affects half a million people every year. An effective drug once existed to treat the second — and irreversibly fatal — stage of this disease, but the drug was withdrawn from the market. Sleeping sickness only affects the poor in Africa, there was no market, and drug production was discontinued.

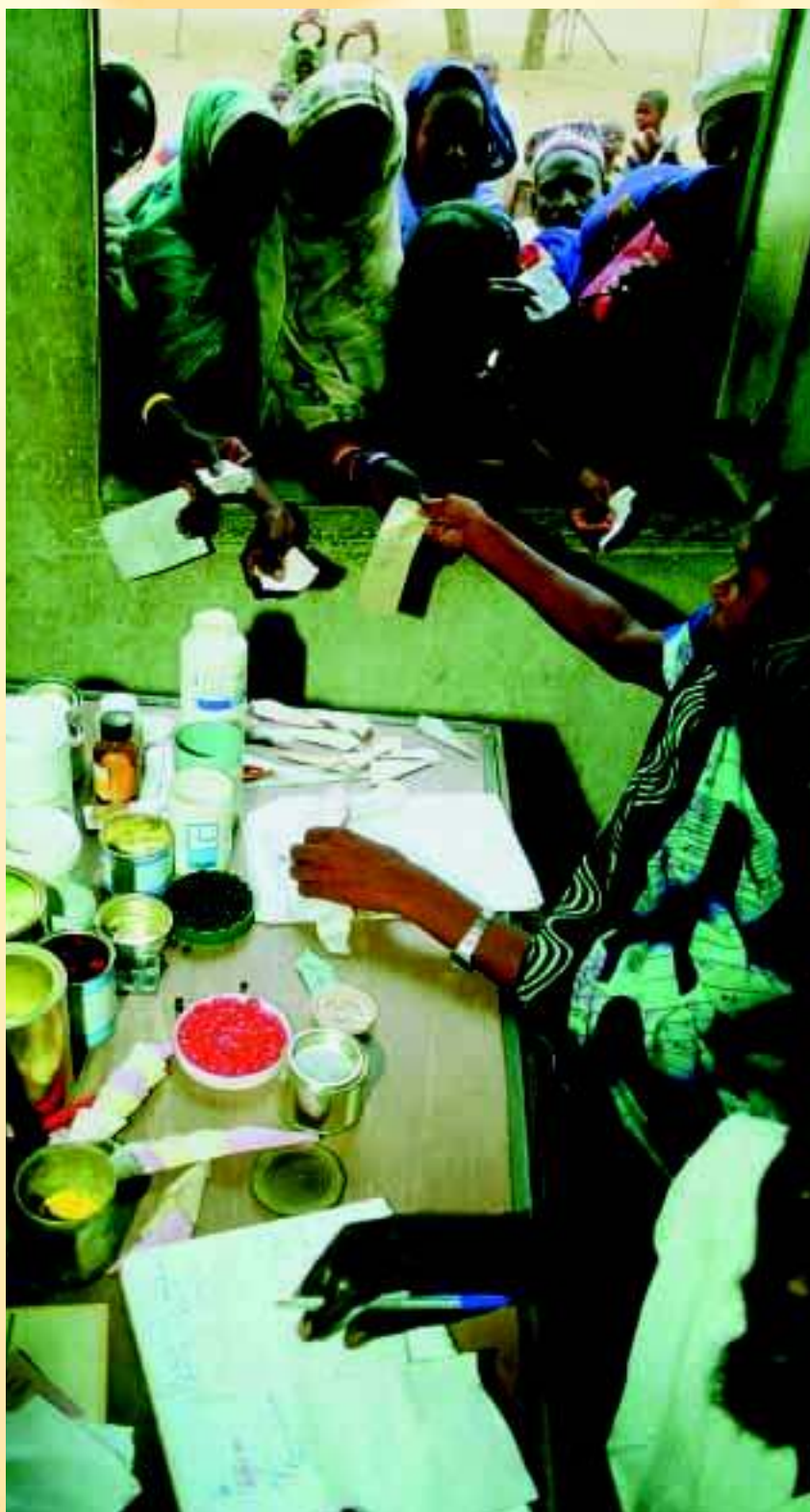
Life-saving medicines are manifestly not like any other consumer product. But drug companies are like any other commercial company — they aim to maximise their profits to satisfy their shareholders and produce more blockbuster drugs. The market monopoly conferred by

patents is the key to making big profits. Patents for pharmaceuticals last for a minimum of 20 years, as defined by the World Trade Organisation (WTO) TRIPS. During the period of patent protection, companies are able to prevent competitors from entering the market.

Patent protection is a social contract, designed to encourage research and development and to protect those that invest in innovation. True innovation should indeed be encouraged and protected. A solid intellectual property rights system might help in doing so.

However, innovation is not on the whole driven by medical need. Drug development for tropical diseases, which have no lucrative western market, has virtually stopped: of 1 233 medicines developed in the last 20 years, less than 1 % were for the treatment of tropical diseases, yet these diseases kill millions of people every year. Moreover, a substantial part of the financing of research and development of many important medications comes from public sources.

TRIPS therefore blocks access to medicines for populations in less-developed countries in two ways: firstly, existing medicines are too expensive because the 20 year patents required by it delay market competition; secondly, vitally-needed drugs are not being developed because patents may be fuel for innovation, but they do not dictate what the innovation should be. The needs of poor people are largely ignored.



© MSF

The EU is a powerful voice in trade issues and the European Commission plays an important role in representing the Member States in international trade policy. At the G8 Summit in Okinawa in July of this year, the Commission supported an ambitious agenda to tackle infectious diseases including measures to increase access to medicines. On 28 September the Commission convened a High-level Round Table on accelerated action targeted at major communicable diseases within the context of poverty reduction.

Following the Round Table of 28 September,

Commissioner Lamy said that the Commission is determined to make progress, and that policy was being considered on pricing, tariffs and taxes of key pharmaceuticals for malaria, tuberculosis and HIV/AIDS. Other areas to examine were tiered pricing, voluntary licensing arrangements for local production, and the possibility for authorities to have drugs manufactured in the public interest where conditions for it to be invoked are fulfilled.

The Commission adopted a communication entitled 'Accelerated action targeted at major communicable diseases within the context of poverty reduction'. This communication specifically addresses the need for action to increase access to essential and other key medicines and the need for investment in research and development. It has been adopted by the Council of Ministers and will soon be discussed in the European Parliament. Much will depend on the action plans the Commission is presently drawing up to implement the communication.

Ultimately, what the EU urgently needs to address, is the failure of the market in making life-saving medicines available to those in greatest need. In order to be effective, the Commission will have to be prepared to confront the European pharmaceutical industry. Traditionally, the relationship between the European Commission and industry has been very comfortable.

At the G8 summit follow-up meeting on infectious diseases in December, the Commission showed signs that it is willing to take strong action. It expressed support for measures that will allow countries to override patents, to stimulate local production of low priced generics and for equity

pricing or tiered pricing of medicines.

The time for action is long overdue, and while cooperation with industry is needed, so is confrontation and compromise.

Ellen 't Hoen and Nathan Ford, MSF (Médecins sans Frontières) "Campaign for access to essential medicines", Belgium  
E-mail: seco\_gerard@bi.msf.org



# TESTER DES PRODUITS

## — plus que de simples statistiques!

*Das Testen von Kühlschränken, Fernsehgeräten oder anderen Verbraucherprodukten mag denjenigen banal erscheinen, die sich auf politischer Ebene mit Verbraucherfragen befassen. Derartige Tests festigen jedoch die Daseinsberechtigung von Verbraucherorganisationen. Viele Europäer wenden sich an Verbraucherorganisationen mit der Bitte um Kaufberatung zu Produkten und Dienstleistungen. Das Forschungs- und Testzentrum der Verbraucherverbände im Vereinigten Königreich ist weltweit eine der größten Einrichtungen für vergleichende Warentests. In ihm wird für Verbrauchermagazine in der ganzen Welt Waren getestet. Das Zentrum schult auch Personal von für Verbraucherfragen zuständigen Ministerien, Verbraucherorganisationen und Herstellerfirmen aus der ganzen Welt in allen Aspekten der Produktbewertung.*

*The testing of a fridge or a television or any consumer product may seem mundane to those working with global consumer issues but it plays an important part in strengthening the legitimacy of consumer organisations. A large proportion of Europeans approach consumer organisations in order to get purchasing advice on products and services. The Consumers' Association Research and Testing Centre in the United Kingdom is one of the world's largest comparative consumer product testing facilities. It carries out product testing for consumer magazines around the world. The centre also conducts training in all aspects of product evaluation for consumer ministries, consumer organisations and manufacturers worldwide.*

### Légitimité

L'importance des organisations de consommateurs en Europe s'accroît d'année en année. Leur opinion sur un vaste éventail de sujets est recherchée aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Les tests de produits constituent une activité que comprennent peu de responsables de la politique des consommateurs. Pourquoi devraient-ils s'intéresser à quelque chose d'aussi banal que le fonctionnement d'un réfrigérateur ou d'une télévision? Nous sommes ici bien loin, il est vrai, des grands enjeux planétaires, tels que les campagnes en faveur de l'étiquetage des produits issus d'OGM, la dernière directive relative au commerce électronique ou le droit de représentation des consommateurs devant les tribunaux. Quoi qu'il en soit, les tests de produits jouent un rôle majeur dans la vie des organisations de consommateurs et ne sont donc pas sans répercussions sur l'importance croissante qu'elles acquièrent au sein de la société civile. La raison en est simplement que, avec ces tests et évaluations de biens de consommation, les organisations de consommateurs disposent d'un produit unique à vendre ou à fournir à leurs adhérents. Il existe clairement un marché pour de telles prestations, comme le montre une récente enquête Eurobaromètre (1), qui révèle qu'un tiers des Européens amenés à solliciter les conseils ou l'aide d'une organisation de consommateurs voulait obtenir des informations sur des produits ou services.

Pour conserver leurs adhérents, les organisations de consommateurs doivent impérativement leur fournir les informations qu'ils attendent. N'oublions pas que c'est le poids de leurs membres qui leur confère la légitimité nécessaire pour faire campagne sur des questions stratégiques majeures et repousser les limites de la participation des consommateurs au sein des sphères économique et politique.

Les essais comparatifs réalisés par les organisations de consommateurs bénéficient largement à l'économie. Les consommateurs en général, comme les membres de ces organisations, sont habituellement en mesure d'accéder aux résultats de ces recherches sur les produits, qui les aident dans leurs décisions d'achat. En outre, les fabricants, sachant bien que les résultats des tests de produits seront divulgués au public, s'efforcent de répondre aux besoins des consommateurs. Enfin, les évaluations de produits effectuées par les organisations de consommateurs complètent la surveillance des marchés exercée par les autorités chargées de l'application de la loi. Le CARTC (Consumers' Association Research and



© Paul Lapsley Photography

Testing Centre) fait partie de l'une des plus grandes associations de consommateurs au monde. Chaque année, il gère jusqu'à 70 projets de test pour le magazine "Which?". Ce centre travaille dans des domaines très diversifiés, qui vont de l'audiovisuel à la sécurité des produits, en passant par l'électroménager, l'optique et les appareils photo, les voitures, le jardinage, les outils de bricolage, les peintures et les télécommunications.

Il contribue directement à la diffusion de l'information aux consommateurs du monde entier grâce à l'ICRT (2), une structure commune de tests et des accords bilatéraux. De plus, le centre envoie de nombreux représentants des consommateurs dans les commissions nationales, européennes ou internationales de normalisation. Il transmet également ses compétences et son savoir spécialisé en proposant des formations aux organisations de consommateurs, aux ministères chargés de la politique des consommateurs et aux fabricants. À titre d'exemple, au mois d'août 2000, nous avons eu l'honneur d'accueillir des responsables du ministère de la consommation et du bureau de normalisation de Trinidad-et-Tobago, auxquels nous avons donné une formation sur l'évaluation des biens de consommation, l'application de normes relatives aux ports d'escale et la sécurité générale des produits.

Glenn Bosmans, Consumers' Association Research and Testing Centre, London

E-mail: [Glenn.bosmans@which.co.uk](mailto:Glenn.bosmans@which.co.uk)

(1) Eurobaromètre n° 51.1, «Les Européens et les associations de consommateurs».

(2) International Consumer Research and Testing: association d'organisations de consommateurs venant du monde entier qui collaborent pour partager les coûts et les avantages de programmes communs de tests.

# CONSOMMER A BON PRIX

## — pour qui la facture ?

Seit 1995 kann man sogar in Italien Erzeugnisse mit dem internationalen TransFair-Gütesiegel für fairen Handel in den COOP-Supermärkten finden. So kann der Verbraucher mit einem simplen Einkauf dazu beitragen, die Ausbeutung der Länder auf der Südhalbkugel zu vermindern.

Folgende Erzeugnisse mit dem TransFair-Gütesiegel sind mit dem Markenzeichen „per la solidarietà“ im Handel: Kaffee, Tee, Honig und ein Fußball. Aber das ist noch nicht alles: die Handelskette COOP hat beschlossen, alle Erzeugnisse ihrer Marke mit dem internationalen Gütesiegel für fairen Handel SA 8000 zu versehen. Die Absatzzahlen dieser Erzeugnisse belegen, dass der Verbraucher diese Einstellung der COOP-Kette sehr zu schätzen weiß, was diese wiederum veranlasst, sich künftig noch stärker für fairen Welthandel zu engagieren.

Ever since 1995, it has been possible to find, even in Italy, fair-trade products certified as such by TransFair (the international trademark for fair-trade goods) on the shelves of COOP supermarkets. Simply by purchasing one of these products, consumers can respond to the problems of exploitation in the developing world. The products sold under the trademark 'per la solidarietà' and certified by TransFair are: coffee, tea, honey, cocoa and footballs. But all this is not enough: the COOP has decided to adopt an international fair-trade certification code, called SA 8000, for all products sold under its trademark. The sales data for these products demonstrate that consumers really appreciate this sensitivity on the part of the COOP and encourage it to go even further.



Un habitant du nord de notre planète dispose en moyenne d'une richesse dix-neuf fois supérieure environ à celle d'un habitant du sud.

L'origine de cette inégalité flagrante et énorme entre le nord et le sud réside avant tout dans le fonctionnement du commerce international, et plus précisément dans ce qu'on appelle l'«économie de marché». Dans le commerce «traditionnel» d'aujourd'hui,

il existe une forte disparité en ce qui concerne la distribution du pouvoir contractuel entre les petits producteurs des pays en voie de développement et ceux qui achètent leurs produits. Des critères de production jusqu'à la commercialisation, en passant par la formation des prix, il se crée une situation qui privilégie le nord, représenté par les grandes multinationales. Le résultat est que le sud continue d'être exploité soit comme un immense réservoir de matières premières et de main-d'œuvre bon marché, soit comme débouché pour les produits manufacturés dans le nord.

### Le commerce équitable et solidaire

Le choix politique et économique qui synthétise le mieux de manière sérieuse et concrète une proposition visant à changer les caractéristiques fondamentales du commerce international est sans conteste celui du commerce équitable et solidaire.

Cette idée a donné naissance au projet de la COOP et de «TransFair» qui vise à promouvoir des échanges commerciaux équitables et solidaires. Pourquoi — s'est-on dit — ne pas acheter directement aux agriculteurs des pays pauvres leurs produits, en les payant mieux que ne le font les intermédiaires peu scrupuleux? Pourquoi ne pas distribuer ces produits aux points de vente de la COOP en sautant les traditionnels intermédiaires commerciaux? Un geste de solidarité qui peut permettre aux cultivateurs des régions moins favorisées du monde de rester dans leurs campagnes, de ne pas bouleverser leur vie et venir grossir les rangs des «sans-terre» et des déracinés qui se pressent dans les immenses métropoles du tiers-monde, de ne pas traverser les mers pour échouer désespérés et clandestins dans les zones riches du monde.

L'expérience du commerce équitable et solidaire a été lancée au sein de la COOP en 1995. Depuis lors, il est possible, même en Italie, de trouver des produits du commerce équitable certifiés par TransFair (marque internationale de certification éthique) dans les rayonnages des supermarchés COOP.

### Le café, le thé, le miel et le cacao («Per la solidarietà» de la COOP)

Le café, le thé, le miel et le cacao certifiés par TransFair sont vendus dans tout le réseau commercial COOP sous la marque «Per la solidarietà». Il s'agit de produits cultivés par de petits producteurs de pays en voie de développement qui répondent pleinement aux exigences des consommateurs et dont la qualité figure parmi les meilleures; c'est donc par un «banal» acte d'achat que se concrétise un geste de solidarité.

### Les productions éthiques

Parallèlement à cette activité centrée sur les produits alimentaires, la COOP aborde également la problématique des «productions éthiques». Un produit peut être qualifié d'«éthique» lorsque les conditions suivantes du cycle de production sont remplies: non-exploitation des travailleurs et respect des droits de l'homme et des droits civils fondamentaux.

Cet engagement a pour corollaire la nécessité:

— d'exiger, de la part des fournisseurs, des conditions et des règles de comportement qui s'inspirent des valeurs et





de la mission de coopération des consommateurs;

— de sensibiliser davantage les institutions et les consommateurs grâce à des campagnes de sensibilisation et d'éducation des consommateurs;

— de procéder à des expériences sur certains produits, en liant le producteur aux principes sanctionnés par l'Organisation internationale du travail (OIT).

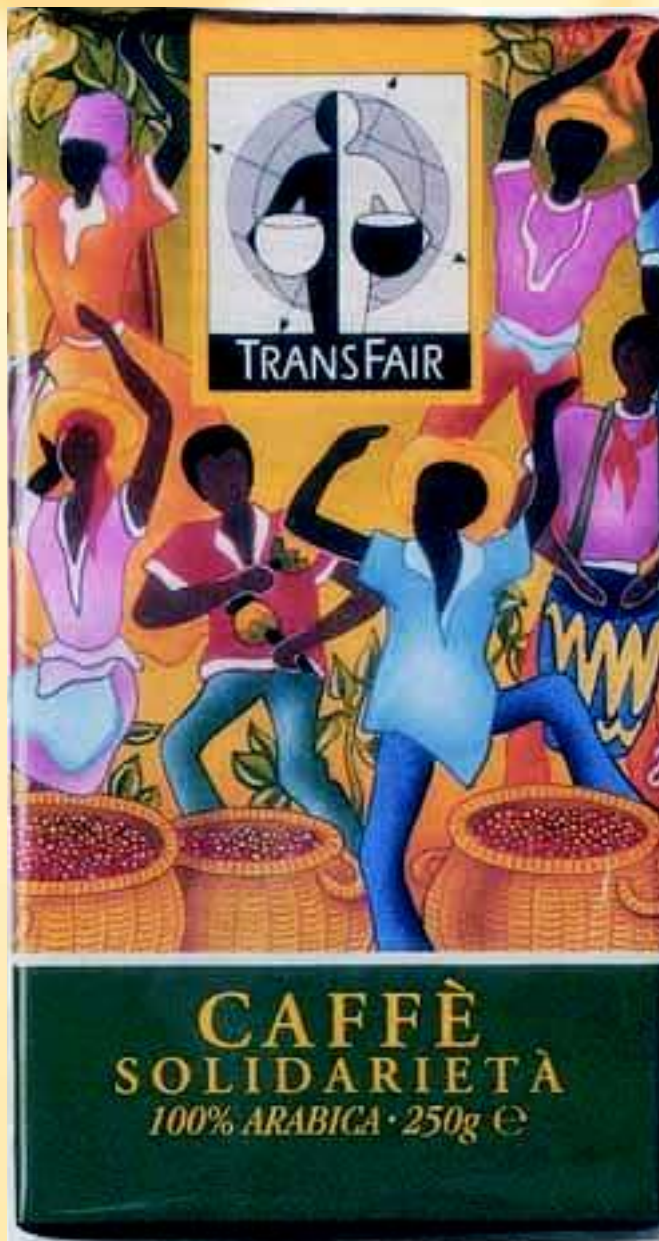
#### Le ballon «éthique»

Le ballon «éthique» est le premier produit équitable et solidaire non alimentaire commercialisé par la COOP. Le premier souci a été d'éviter l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, normalement utilisée au cours de la phase des travaux de couture. L'entreprise productrice est établie à Sialkot, au Pakistan, et s'appelle «Talon»; elle a une structure de production qui répond aux normes en vigueur en ce qui concerne les conditions de sécurité et d'environnement de travail, et elle respecte les prescriptions législatives et réglementaires du pays en question. Des enfants ne sont pas utilisés pour les travaux à domicile, ni dans les «centres de couture» des villages.

#### La certification éthique SA 8000

Il ne suffit pas de distribuer un nombre limité de produits certifiés par TransFair. Il faut faire quelque chose de plus pour témoigner de l'engagement éthique d'un système d'entreprises coopératives de consommateurs. Partant de cette considération, la COOP s'est soumise à la certification d'un organisme tiers pour garantir le respect de son éthique dans la production des articles portant sa marque. Elle a adhéré au code SA 8000 qui évalue la gestion de l'entreprise et de son système de production et contrôle en outre la qualité sociale des produits distribués sous sa marque.

Par le biais du CEPAA (l'organisme international qui délivre les accréditations: Council for economic priorities accreditation agency), la communauté internationale a mis au point un modèle appelé précisément «SA 8000», qui définit les normes et les procédés à utiliser pour la vérification de la responsabilité sociale des entreprises; ce modèle est fondé sur les conventions de l'OIT et s'inspire de la déclaration des droits de l'homme et de la charte des droits de l'enfant. Les normes prévoient des exigences relatives à la sécurité et à la salubrité de l'environnement de travail, combattent les discriminations fondées sur quelque motif que ce soit, stigmatisent les pratiques coercitives, même si celles-ci ne sont que verbales, fixent un horaire de travail



© ANCC

de 48 heures au maximum par semaine, vérifient si les rémunérations et les salaires sont conformes aux lois en vigueur en ce qui concerne aussi bien les pays industrialisés que les pays émergents. En conclusion, on peut dire avec certitude qu'il s'agit là d'une expérience réalisée par un important groupe de distribution, attentif aux thèmes sociaux. Cela ne serait toutefois pas possible si le consommateur n'était pas sensibilisé et intéressé aux problèmes décrits ci-dessus: les données relatives aux ventes des produits du commerce équitable témoignent de cette sensibilité. Il ne reste donc plus qu'à aller de l'avant en espérant qu'un choix qui réunit déjà aujourd'hui tant de consommateurs puisse être partagé par de nombreux autres encore.



Francesco Russo,  
ANCC

(Associazione Nazionale Cooperative Consumatori), Italie  
E-mail: francesco.russo@ancc.coop.it



# SURFING SAFELY

## — EU/US precautions to protect consumers

*Fruit de longues négociations, la «sphère de sécurité» présente encore des lacunes importantes, notamment pour faire appliquer les dispositions prévues, qui pourraient bien menacer la vie privée des consommateurs européens. La «sphère de sécurité» est un accord entre l'Union européenne et les États-Unis, négocié par le ministère américain du commerce et la Commission européenne, dans le cadre duquel les entreprises américaines adhèrent volontairement à un ensemble de principes de protection des données fixés de commun accord. Seules les entreprises respectant ces principes sont autorisées à transférer aux États-Unis, pour traitement, les données personnelles concernant les citoyens européens. Les mois à venir seront décisifs pour cet accord qui est suivi de près par le Parlement européen et les organisations américaines et européennes de consommateurs. La «sphère de sécurité» pourrait être l'une des premières étapes conduisant à un meilleur cadre international de la protection des données.*

*Das Konzept des „sicheren Hafens“ ist das Ergebnis langer Verhandlungen und enthält immer noch beträchtliche Mängel, insbesondere bei der Durchsetzung, die eine Gefahr für die Privatsphäre der europäischen Verbraucher darstellen könnten. „Sicherer Hafen“ ist eine vom US-Wirtschaftsministerium und der Europäischen Kommission auf den Weg gebrachte Vereinbarung, in deren Rahmen amerikanische Unternehmen auf freiwilliger Basis ein bestimmtes Paket von Datenschutzgrundsätzen annehmen. Nur Unternehmen, die sich zur Anwendung der Grundsätze verpflichten, sind berechtigt, personenbezogene Daten von EU-Bürgern zur Verarbeitung in die USA zu übermitteln.*

*Die kommenden Monate werden für die Vereinbarung, die vom Europäischen Parlament und von den amerikanischen und europäischen Verbraucherorganisationen eingehend geprüft wird, von entscheidender Bedeutung sein. Das Konzept des „sicheren Hafens“ könnte eine Vorstufe eines besseren internationalen Rahmens für den Datenschutz sein.*

While many consumers may not be familiar with the intricacies of the high-level 'Safe Harbor' negotiations, the stakes for European consumers are significant — how

much privacy to expect in the information age. 'Safe Harbor' is an EU-US arrangement, brokered by the US Department of Commerce and the European



© Eureka Slide



# epic.org

## ELECTRONIC PRIVACY INFORMATION CENTER

Commission, in which American companies voluntarily subscribe to an agreed-upon set of data protection principles. Only companies abiding by these data protection principles are permitted to transfer the personal data of EU citizens to the US for processing.

Since the passage of the EU Data Protection directive in 1995, EU citizens have been guaranteed certain rights with respect to the use of their personal data. As the Internet and computing technology in general make it easier to transfer data, the EU directive also contained provisions ensuring that information belonging to EU citizens would be transmitted only to countries where there are adequate protections. In the US, many industry sectors, including data-intensive ones like the Internet, conduct business with no rules binding what they may do with personal information. To respond to this shortcoming, the US Department of Commerce

negotiated an elaborate 'Safe Harbor' system with European Commission officials in which companies would voluntarily sign up and comply with a set of principles that conform to the provisions of the EU directive. From the perspective of American consumers and NGOs, 'Safe Harbor' remains a perplexing system. In essence, it is a step forward in establishing some rights of data protection for data collected by US companies from EU citizens — but does nothing to protect the data collected by the same companies from consumers in its own country.

The experiences of American consumer and privacy groups with voluntary self-regulation indicate that 'Safe Harbor' will inadequately protect consumer privacy. Currently, self-regulatory bodies are reluctant to police or sanction their own member organizations and have established no remedies for consumers. In addition, EPIC's latest survey of online privacy practices, 'Surfer beware 3: privacy policies without privacy protection', found that not a single one of the 100 most popular e-commerce Websites posted a privacy policy that followed basic principles of privacy protection.

American and European NGOs, through coalitions such as the trans-Atlantic Consumer Dialogue (TACD), have worked hard to improve 'Safe Harbor' but problems remain. As detailed in the latest TACD statement on the topic, 'Safe Harbor' still does not require independent auditing of compliance with the 'Safe Harbor' principles, does not clarify procedures for individual complaints and sets no guidelines for remedies and sanctions. While the principles put forth by the latest version of the document conform closely to internationally recognised standards of data protection, the weak provisions regarding enforcement may undermine the entire system. To summarise, 'Safe Harbor' makes some promises but offers few guarantees.

However, the next few months will be critical. The recently adopted European Parliament resolution on "Safe Harbor" calls for a review once "Safe Harbor" has been implemented and running for six months. The resolution drafted by the Committee on Citizens' Freedoms and Rights, Justice and Home Affairs and adopted by the entire Parliament promises that they will be paying close attention to the "Safe Harbor" system as it begins to take hold.

European and American NGOs will continue to monitor developments on both sides of the Atlantic, working together to alert each other of privacy violations and the functioning of the entire "Safe Harbor" arrangement. The early history of TACD has focused on the negotiations over "Safe Harbor" but the organization also provides a framework for independent oversight on both sides of the Atlantic.

Perhaps most importantly, since it would allow for "Safe Harbor" to be replaced with a robust system of adequate data protection, Americans are clamoring for laws protecting their rights to privacy and their elected representatives are starting to listen. Many American legislators are now taking positions on privacy protection and offering legislative solutions. Data protection has become a significant political issue and popular support behind privacy protection promises to grow.

Even at this early stage, "Safe Harbor" seems an unwieldy temporary solution to international data protection. What consumers in America, Europe, and the rest of the world want and deserve is a guarantee of clear, enforceable rules governing their personal data no matter where they conduct business. The development of an international framework for data protection is an ongoing process necessary for the development of consumer-friendly global commerce.

*Andrew Shen, Electronic Privacy Information Center,  
Washington, D.C.  
E-mail: shen@epic.org*

## BLOOD

### — EU-Commission pushes for new common standards

*La Commission européenne a adopté le 13 décembre 2000 une proposition de directive fixant des normes élevées concernant le sang et les produits sanguins dans toute la Communauté. Le but de cette mesure est de mettre en place un ensemble complet de règles contraignantes pour le sang et les produits sanguins, du donneur au patient. Elle garantit également l'application de normes claires quelle que soit l'utilisation finale du sang, y compris les applications médicales qui y sont liées. Elle est conforme à l'obligation spécifique prévue par le traité d'Amsterdam d'assurer un niveau élevé de protection de la santé publique dans la filière du sang.*

*Die Europäische Kommission hat am 13. Dezember 2000 einen Vorschlag für eine Richtlinie zur Festlegung hoher Standards für den gemeinschaftsweiten Schutz von Blut und Blutprodukten angenommen. Ziel der Maßnahmen ist die Gewährleistung umfassender und verbindlicher Anforderungen an Blut und Blutprodukte, die vom Spender bis zum Empfänger gelten. Außerdem werden eindeutige Standards für sämtliche Blutspenden unabhängig von ihrem Verwendungszweck festgelegt. Damit wird der Forderung des Vertrags von Amsterdam entsprochen, ein hohes Gesundheitsschutzniveau bei der Herstellung von Blutprodukten zu gewährleisten.*



© Eureka Slide

A directive proposed by the EU-Commission on 13 December 2000 sets high standards for national blood establishments and identifies a quality system for blood establishments to ensure comparable management of blood safety throughout the Community. It also provides transparent standards for a traceability and labelling regime which will ensure that blood is traceable from donor to patient and back. Although it will provide new common standards for blood intended for human transfusions, the proposed directive also complements other EU directives dealing with blood-based industrial and medical applications and treatments.

The importance for the EU of having a coherent range of legal instruments in this field cannot be over-emphasised. EU citizens expect to have access to blood and blood products which have passed through rigorous agreed safety procedures. Those who receive blood are, by definition, at their most vulnerable. And, in line with the Commission's responsibilities under the Treaty, the Commission must do everything in its power to work with the Member States to minimise the risks to those most in need. So that, wherever they travel in Europe or wherever their blood is collected, EU citizens can be assured that the same safeguards are in place, ensuring the same rigorous standards across the Community. The European Community needs to learn from the experience

of those whose lives have been devastated by contaminated blood, and must work together to set high standards and minimise risk for all citizens.

This Commission proposal looks at more than closing the gaps in Community legislation. It calls on the Member States to work together, on a national and EU-wide basis, to implement measures to safeguard the collection, testing, processing, storage and distribution of whole blood and blood components and to establish accreditation and monitoring structures. It sets high standards for the suitability of blood and plasma donors and for screening donated blood in the EU. It makes provision for the training of staff who are directly involved in any part of the process and establishes rules to ensure the traceability of whole blood and blood components from donor to patient that will be valid throughout the Community.

The Commission aims to anticipate and be prepared for future risks from blood and blood products and the correct management of them, through consultation with the Expert Committee of Member State Representatives, who will advise the Commission on new developments.

*Stefan Schreck, Health and Consumer Protection DG  
E-mail: [Stefan.Schreck@cec.eu.int](mailto:Stefan.Schreck@cec.eu.int)*



# MARKETING - PRAKTIKEN

## – engere Zusammenarbeit zwischen EU und USA

*Le réseau international de contrôle de la commercialisation des agences pour la protection des consommateurs (RICC) se réunit deux fois par an pour chercher des solutions au problème des pratiques déloyales transfrontalières. Des représentants de la direction générale de la santé et de la protection des consommateurs participent à ces conférences. Lors de la dernière conférence, qui s'est tenue sous la présidence de la Federal Trade Commission américaine, de nouveaux modes de coopération entre ces agences devaient être explorés pour faire face à l'accroissement des échanges transfrontaliers, en relation notamment avec les transactions des consommateurs dans le cadre du commerce électronique. La question de savoir comment renforcer ce réseau et parvenir à une coopération plus systématique devrait être débattue lors des prochaines réunions du RICC.*

*The international marketing supervision network of consumer agencies (IMSN) meets twice a year to seek remedies in relation to unfair cross-border marketing practices. Representatives of the Health and Consumer Protection DG participate in these conferences. At the last one in Washington under the US Federal Trade Commission's presidency new ways of cooperation between these agencies were to be explored as an answer to increasing cross-border trade in particular in relation to e-commerce consumer transactions. How this network can be reinforced and a more systematic cooperation achieved should be the topic in upcoming IMSN meetings.*



Zufall oder Absicht: Vom 30. Oktober bis zum 1. November 2000 – und damit genau zu dem Zeitpunkt, als in den USA Halloween gefeiert wurde – fand in Washington unter dem Vorsitz der US Federal Trade Commission die jüngste IMSN (International marketing supervision network of consumer agencies)-Konferenz statt.

Im IMSN-Netzverbund zusammengeschlossen sind Verbrauchereinrichtungen (1), deren Vertreter sich zwei Mal jährlich treffen, um über unlautere grenzübergreifende Marketingpraktiken zu beraten (2), die u. U. die Interessen der Verbraucher weltweit tangieren. An der Konferenz nahmen auch Vertreter der Europäischen Kommission teil.

Im Zuge des ständig wachsenden internationalen Handels hat der Verbraucher heute leichter Zugang zu den Märkten außerhalb seines Landes. Damit steigt aber auch der Bedarf an transnationalen Initiativen zum Verbraucherschutz, weil die neuen Märkte für den Verbraucher sowohl Chancen als auch Risiken bergen. Eine konstruktive Reaktion auf die Herausforderung, die die Globalisierung für den Verbraucher bedeutet, könnte eine stärkere und systematischere Kooperation der im IMSN-Netzverbund zusammengeschlossenen Einrichtungen in Sachen gegenseitiger Information sein. Erörtert wurde auf der Konferenz von Washington denn auch, wie ein solcher Informationsaustausch mit Hilfe gemeinsamer Datenbanken erfolgen könnte und welche Informationen darunter fallen sollten. Eingesetzt wurde deshalb eine Ad-hoc-Arbeitsgruppe zur eingehenderen Befassung mit diesem Thema.

Die entsprechende Diskussionsgrundlage war bereits anlässlich eines Treffens zwischen dem Vorsitzenden der US Federal Trade Commission, Robert Pitofsky, und EU-Kommissar David Byrne geschaffen worden. Für zweckmäßig erachtet worden war auf diesem Treffen, die Möglichkeiten zur Verbesserung der Kooperation zwischen der EU und den USA eingehender zu prüfen, aber auch etwaige Hemmnisse für die Kooperation auszumachen. Dabei obliegt es der Europäischen Kommission, die Positionen der einzelnen Mitgliedstaaten aufeinander abzustimmen.

Auf der Konferenz von Washington hat sich gezeigt, dass die meisten im IMSN-Netzverbund zusammengeschlossenen Verbrauchereinrichtungen bereits mit Datenbanken operieren, in denen sie Verbraucherbeschwerden erfassen, bzw. dabei sind, solche Datenbanken einzurichten. Allerdings unterscheiden sich diese Datenbanken vom Konzept und

ihren Nutzungszwecken her wesentlich von Land zu Land. So möchten verschiedene dem IMSN-Netzverbund angehörende Einrichtungen den Verbrauchern die Möglichkeit bieten, direkt auf eine Website zur Erfassung von Beschwerden im Zusammenhang mit Transaktionen im eBusiness zugreifen zu können. Hintergedanke dieser Einrichtungen ist es, auf diese Weise Trends zu ermitteln und anhand der gesammelten Verbraucherinformationen unlautere Praktiken aufzudecken bzw. suspekten Unternehmen auf die Spur zu kommen. Die Verbraucher sollten allerdings nicht erwarten, dass die digitale Beschwerde eine Möglichkeit zur Einleitung von Einzelklagen darstellt. Andere am IMSN-Netz Beteiligte wiederum leiten konkrete rechtliche Schritte ein, sobald bei der jeweils zuständigen Instanz im schriftlichen Verfahren formell Beschwerde eingelegt worden ist.

Inzwischen ist auf IMSN-Ebene auch unter dem Impuls des US-amerikanischen Konferenzvorsitzes ein Punkt erreicht worden, wo sich Beschlüsse zur künftigen Kooperation im Bereich Verbraucherschutz aufdrängen, die es den Verbrauchern ermöglichen, vollen Nutzen aus den neuen Märkten zu ziehen. Wie die Kooperation ausgebaut und auf eine systematischere Basis gestellt werden könnte, müsste auf den künftigen IMSN-Tagungen entschieden werden.

Ausgemacht werden konnte auf der Konferenz von Washington ferner, welche Hemmnisse der Verwirklichung der anvisierten Ziele im Wege stehen. Bedingt sind diese vornehmlich durch die vorgegebene politische Aufgabenstellung und die rechtlichen Handlungsmöglichkeiten der jeweiligen Behörden. Diese Hemmnisse müssten eingehender geprüft werden. Aufseiten der am IMSN-Netzverbund Beteiligten sind nunmehr weitere Anstrengungen erforderlich, damit der jeweilige Handlungsradius genauer skizziert und etwaige Hindernisse beseitigt werden können, die eine bessere Zusammenarbeit im Bereich des Vollzugs verbraucherspezifischer Rechtsvorschriften bislang erschwert haben.

Fazit: Auf die Frage „Spuk oder Realität?“ lautet die Antwort: Realität.

(1) <http://www.imsnricc.org>

(2) Ausgenommen sind Fragen der Produktsicherheit und die direkte Befassung mit individueller Rechtshilfe.

Hans-Juergen Scheck, GD Gesundheit und Verbraucherschutz  
E-mail: Hans-Juergen.Scheck@cec.eu.int

# EU-SCIENTIFIC COMMITTEES COMPLETED

## — continued excellence

## with new committee chairs

*La procédure de renouvellement du mandat du comité scientifique directeur (CSD) et des huit comités scientifiques spécialisés qui conseillent la Commission européenne sur des questions relatives à la sécurité du consommateur et à la santé publique s'est achevée par l'élection par les comités de leurs présidents. En tout, 157 scientifiques indépendants ont été nommés membres de ces comités scientifiques.*

*Das Verfahren zur Erneuerung der Mandate des Wissenschaftlichen Lenkungsausschusses (WLA) und der acht wissenschaftlichen Fachausschüsse, die die Europäische Kommission in Fragen des Gesundheits- und Verbraucherschutzes beraten, ist mit der Wahl ihrer Ausschussvorsitzenden nunmehr abgeschlossen. Insgesamt wurden 157 unabhängige Wissenschaftler zu Mitgliedern der wissenschaftlichen Ausschüsse ernannt.*



Ada G. A. C. Knaap



Pierre le Neindre



Johanna Fink-Gremmels

The European Commission appointed the first eight independent scientific experts as members of the new Scientific Steering Committee (SSC) in September 2000, after an open call and a formal selection process (see the article in Consumer voice, No 2 — 2000, p. 11). Under their guidance, the members of the other specialised committees were selected. Each committee then chose its chairperson, who also becomes a member of the SSC. The SSC is thus composed of the eight chairpersons of the specialised scientific committees and eight scientists not belonging to other scientific committees. The elections resulted in new chairpersons for five of the eight specialised scientific committees. The following new chairpersons have been elected.

A total of 52 new members have been appointed by the Commission, striking a balance between innovation and continuity in the composition of the scientific committees.

The renewal process was started because the three-year mandate of the members of the scientific committees was running out. The new members are in principle also appointed for a three-year period, but their mandate may be adjusted as the work towards setting up the European Food Authority progresses. The responsibility for scientific advice in the area of food safety is to be transferred to the authority as soon as it becomes operational.

The Scientific Steering Committee (SSC) and the specialised scientific committees were set up in the current

Ada G. A. C. Knaap	Scientific Committee on Food
Pierre le Neindre	Scientific Committee on Animal Health and Animal Welfare
Johanna Fink-Gremmels	Scientific Committee on Veterinary Measures relating to Public Health
Ian R. White	Scientific Committee on Cosmetic Products and Non-Food Products intended for Consumers
Johannes Löwer	Scientific Committee on Medicinal Products and Medical Devices





Johannes Löwer

format in 1997 in response to the BSE crisis. Their objective is to prepare scientific advice to the Commission, guided by the principles of independence, transparency and excellency. The members of the scientific committees are appointed in their individual capacity. The full list of members, chairs and vice-chairs of the scientific committees



Ian R. White

is available on the Internet  
([http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/food/fs/sc/index_en.html)).

Søren Abildgaard, Health and Consumer Protection DG  
E-mail: [soeren.abildgaard@cec.eu.int](mailto:soeren.abildgaard@cec.eu.int)

## COMITE SCIENTIFIQUE DIRECTEUR — cap sur de nouvelles tâches

*Der Wissenschaftliche Lenkungsausschuss (WLA) befasst sich immer mehr mit bereichsübergreifenden Fragestellungen, deren Bedeutung für den Verbraucher zwar nicht ohne weiteres erkennbar, mittelfristig jedoch grundlegend ist: mit der Harmonisierung der Methoden zur Risikobewertung und der Ermittlung von eventuellen künftigen Problemfeldern. Allerdings beschäftigen die Transmissiblen Spongiformen Enzephalopathien (TSE) den WLA weiterhin, insbesondere im Hinblick auf das geografische Risiko und die gesundheitliche Unbedenklichkeit von Erzeugnissen, die aus Wiederkäuermaterial hergestellt werden.*

*The Scientific Steering Committee (SSC) is becoming increasingly involved in horizontal issues, whose importance for consumers in the medium term is essential, though not immediately apparent from the outside: harmonisation of methods for evaluating risk and identifying phenomena which might prove to be a cause for concern in the future. However, transmissible spongiform encephalopathies (TSEs) continue to be a matter of concern for the SSC, especially in the areas of geographical risk and the safety of products derived from ruminants.*

Ayant adressé les questions sur l'ESB les plus urgentes, le CSD s'engage de plus en plus dans d'autres domaines multidisciplinaires et de nature horizontale. Ainsi, un avis majeur visant à l'harmonisation des approches d'évaluation des risques parmi les neuf comités scientifiques a été adopté le 27 octobre 2000. Cet avis a été rendu sur la base d'un rapport établi par un groupe de travail spécialisé associant des membres des différents comités scientifiques et des experts extérieurs. Ce rapport consiste en deux parties. La première partie (166 pages) traite des différents aspects de l'évaluation des risques et inclut les recommandations du groupe de travail. La seconde partie (265 pages) correspond aux annexes et inclut un glossaire et divers rapports spécialisés sur l'évaluation des expositions, l'évaluation des risques toxicologiques, l'évaluation des risques microbiologiques, l'expression des résultats de l'évaluation. Le rapport ne considère que les approches conceptuelles de l'évaluation des risques, et non les méthodes elles-mêmes qui, bien sûr, sont spécifiques suivant le risque ou le domaine scientifique. Le rapport intègre les avancées réalisées par d'autres organismes internationaux tels que l'OMS, la FAO, l'OECD ou l'OCDE. Il est attendu que les organismes internationaux et les services nationaux concernés par

l'évaluation des risques trouveront dans cet avis du CSD et dans le rapport qui le sous-tend des informations et des réflexions utiles.

Il en est de même pour un avis visant à identifier et à justifier une liste non exhaustive de domaines dans lesquels il n'est pas exclu que des risques émergeront dans l'avenir ou dans lesquels le progrès scientifique récent pourrait entraîner une mise à jour de la base de certaines mesures de gestion prises dans le passé. Cette liste, qui est constamment mise à jour et de laquelle des domaines peuvent être également enlevés, n'a aucune valeur prédictive et ne préjuge pas de l'importance d'un nouveau risque éventuel. Son seul but est d'inviter les gestionnaires de risque de se tenir proactivement prêt pour des risques futurs autres que ceux qui figurent actuellement à «la une» des journaux tels que la vache folle, les dioxines, les phthalates, etc. Des exemples parmi les domaines qui y figurent actuellement sont: la xénotransplantation, la réapparition de certaines maladies, des nouvelles maladies infectieuses, des déséquilibres macronutritionnels, l'effet d'un changement climatique sur la santé, etc.

Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST) continuent cependant à préoccuper le comité. Dès ses premiers avis émis à la fin de 1997, le comité scientifique



Serge Dehaes

directeur (CSD) a indiqué quatre composantes fondamentales dont dépend le risque pour le consommateur d'un produit dérivé d'animaux sensibles à des EST: le niveau d'infectiosité initial de la matière première, son origine géographique, la sécurité du procédé de production et l'utilisation faite du produit. Le comité a introduit de

façon systématique chacun de ces aspects dans chacun des 60 avis spécifiques qu'il a préparé jusqu'à ce jour en matière d'EST.

En plus le comité a préparé quelques avis thématiques qui actuellement sont considérés comme des publications de référence dans le domaine des EST: sur la quantification du risque résiduel d'un produit final tel que la gélatine, sur l'aspect «exposition humaine» comme facteur dans l'évaluation de risque et sur une approche structurée et scientifique visant à évaluer le risque géographique. Ce deuxième type d'avis, plutôt innovateurs, ont été soumis à l'œil critique du monde scientifique qui a pu les discuter et les compléter via Internet. Leurs versions finales sont à la base de quelques conclusions qui ont suscité l'attention du grand public. Ainsi l'évaluation du risque géographique d'ESB pour vingt-trois pays a relevé que la maladie de la «vache folle» n'est à exclure dans aucun État membre de l'UE et fort probablement dans nombre de pays tiers. Le CSD effectuée à présent des analyses de risque similaires pour vingt-sept autres pays tiers qui ont récemment soumis un dossier. La méthode mise au point pour quantifier le risque résiduel dans un produit a permis d'évaluer la sécurité de l'utilisation de la colonne vertébrale de bovins pour la production de gélatine, de suifs, etc. L'avis sur l'exposition humaine a transmis le message moins rassurant que l'hypothèse d'une dose minimale d'infection humaine très faible devrait être incluse dans les fourchettes appliquées pour les évaluations de risque. En décembre 2000, le comité scientifique directeur est arrivé à échéance d'un premier mandat de trois années (un compte-rendu sur le renouvellement des comités scientifiques est donné ailleurs dans ce volume). Le bilan très bref présenté montre que le CSD, bien qu'ayant été impliqué surtout dans l'évaluation du risque d'EST, n'a cependant pas négligé la nature horizontale principale de son mandat. À moyen terme, les résultats de ses travaux proactifs en matière d'harmonisation des approches d'évaluation des risques et de signalisation des risques susceptibles de retenir l'attention de la communauté scientifique dans le futur, exigeront une place appropriée dans l'agenda scientifique de l'UE tout comme cela a été le cas pour l'ESB.

Paul Vossen, Joachim Kreysa et Jean-Louis Jouve, DG "Santé et Protection des consommateurs"

E-mail: [Paul.Vossen@cec.eu.int](mailto:Paul.Vossen@cec.eu.int)

[Joachim.Kreysa@cec.eu.int](mailto:Joachim.Kreysa@cec.eu.int)

[Jean-Louis.Jouve@cec.eu.int](mailto:Jean-Louis.Jouve@cec.eu.int)

## GRANGE, CO. MEATH (IRELAND) — future home of the EU's Food and Veterinary Office

L'Office alimentaire et vétérinaire (OAV) relevait en avril 1997 de la direction générale "Politique des consommateurs et protection de leur santé". Il contribue au maintien de la confiance du consommateur européen dans la sécurité des aliments qui lui sont offerts en s'assurant du respect des règles d'hygiène alimentaire, de la législation vétérinaire et phytosanitaire dans l'Union européenne et ailleurs au travers de son programme annuel d'inspections sur site. Le présent article donne un aperçu des changements physiques opérés dans l'OAV depuis cette date et présente le futur siège permanent de l'OAV en Irlande.

Das Lebensmittel- und Veterinäramt wurde im April 1997 in der damaligen Generaldirektion für Verbraucherpolitik und Gesundheitsschutz eingerichtet. Es trägt dazu bei, das Vertrauen in die Sicherheit der dem europäischen Verbraucher angebotenen Lebensmittel zu erhalten und die Anwendung der Rechtsvorschriften über Lebensmittelhygiene, Veterinärmedizin und Pflanzenschutz innerhalb der Europäischen Union und anderswo durch das jährliche Programm seiner Vor-Ort-Kontrollen zu überwachen. Dieser Beitrag gibt einen Überblick über die Entwicklung des Lebensmittel- und Veterinäramtes seit seiner Gründung und stellt seinen künftigen ständigen Sitz in Irland vor.





On 22 September 2000, an official visit took place by officials from the Food and Veterinary Office in Dublin to Grange, Co. Meath — the site of the future location of the Food and Veterinary Office in Ireland



© Denise Brophy

T. Lennon (left), R. J. Coleman (right)  
Health and Consumer Protection DG  
C. O'Connor (center), Ireland

Robert Coleman, Director-General of the Health and Consumer Protection DG, gave the opening address, highlighting the motivation for the visit: (a) the importance of the building in everyone's future working life and (b) to assess issues such as the management of the building.

Ciarán O'Connor, the Architect for the Office of Public Works in Ireland, which is responsible for the building project, presented the building; its lay-out and design. The 12 000 m<sup>2</sup>, high specification building with parking for 200 cars has a full conference facility, office accommodation for up to 200 staff, library/reading room, kitchen and dining area, archive storage and crèche set in a rural, landscaped area. The two-storey building is laid out in a courtyard style to accommodate future changes.

Antonio Crea (Personnel and Administration DG), briefed staff on the history of the decision to create such a building. The time and thought that has gone into the building is evident from the plans and model.

The Commission decided to establish the Food and Veterinary Office within the then Directorate-General for Consumer Health Protection in April 1997. This was in response to the numerous health crises in the European Community in the mid-1990s and people's heightened awareness of health, food and environmental safety.

The office moved to Ireland on 1 September 1997 and was initially located in Trident House, Blackrock, Co. Dublin. An intermediate relocation took place on 16 September 1999 to Belfield Office Park, Dublin, due to the expansion of the office. This is the current home of the FVO until the final move which is expected to take place in 2002.

The office employs 91 inspectors who travel regularly on inspection missions both within the European Community and in countries from which foods and agricultural products are imported. There are 59 support staff.

The FVO's tasks are distributed between five units as follows:

- F1 Quality, planning, follow-up and development
- F2 Food of animal origin: mammals
- F3 Food of animal origin: birds and fish
- F4 Plant health and food of plant origin
- F5 Animal nutrition, import controls, residues

Each unit is divided into two or more operational groups, each led by a group leader.

Inspection reports are available online from the following website address:

[http://europa.eu.int/comm/food/fs/inspections/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/food/fs/inspections/index_en.html)

They are listed by country under the following categories:

- phytosanitary inspections;
- veterinary inspections;
- food of non-animal origin inspections.

Denise Brophy, Health and Consumer Protection DG  
E-mail : [Denise.Brophy@cec.eu.int](mailto:Denise.Brophy@cec.eu.int)

## ZOO NOSES - protecting humans from animal diseases

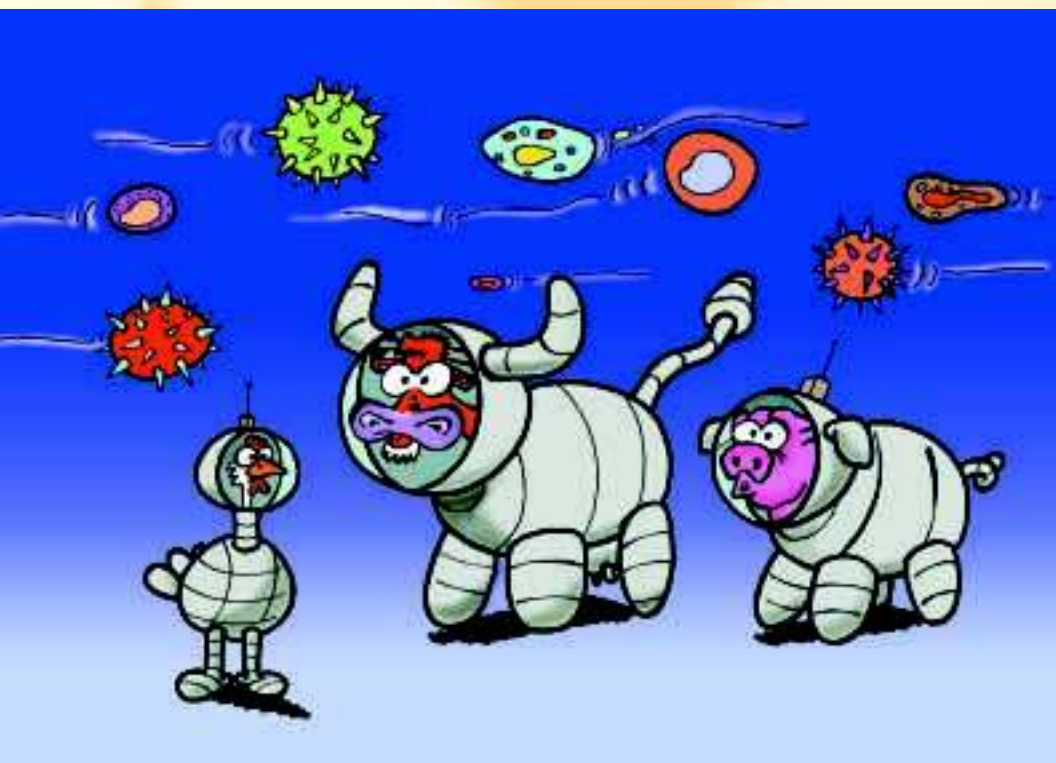
*Zoonosen, wie etwa Salmonellose, Brucellose und Campylobacteriose, sind übertragbare Tierseuchen, die auch schwerwiegende Folgen für den Menschen haben können. Die Mikroorganismen werden gelegentlich durch die Nahrung übertragen. Wegen der Prävalenz bestimmter Mikroorganismen und wegen unserer begrenzten epidemiologischen Kenntnisse lassen sich Zoonosen nur schwer unter Kontrolle bringen. Ein hoher Standard bei der Lebensmittelsicherheit hat für die Kommission absolute Priorität (siehe Weißbuch über die Lebensmittelsicherheit). Da die unerlässlichen Anstrengungen zur Bekämpfung dieser Pathogene in den landwirtschaftlichen Betrieben im Allgemeinen allein nicht ausreichen, um das Problem zu lösen, sind Präventivmaßnahmen – unter weit gehender Beteiligung der Verbraucher – über die gesamte Nahrungs- und Futtermittelkette unumgänglich.*

*Les zoonoses, telles que la salmonellose, la brucellose et la campylobactériose, sont des infections animales transmissibles, pouvant avoir des conséquences graves pour l'homme. Les micro-organismes sont parfois transmis par la nourriture. Il est difficile de contrôler les zoonoses en raison de la prévalence de certains micro-organismes et des connaissances épidémiologiques limitées. La Commission a pour priorité absolue l'application de normes élevées de sécurité alimentaire (se référer au livre blanc sur la sécurité alimentaire). Il est indispensable que des efforts soient déployés pour lutter contre les facteurs pathogènes au sein des exploitations, mais cela n'est pas suffisant pour résoudre le problème. Par conséquent, il est impératif que des mesures préventives soient prises tout au long des chaînes alimentaires, parmi lesquelles une large implication des consommateurs.*

Ensuring optimum EU food safety standards is an absolute priority for the Commission. Its White Paper on food safety (12 January 2000) highlights this objective in preparation for the forthcoming transformation of EU food policy into a more proactive, dynamic, coherent and comprehensive instrument guaranteeing high health and consumer protection standards. An essential element of the new policy is its general application to the animal feed and human food chains. Zoonoses — animal infections transmissible directly or indirectly to humans — are particularly relevant here. Some are transmitted through food. Salmonellosis is particularly well known following the egg crisis in the UK in the late 1980s. Other fairly familiar zoonoses

(with potential sources) are: trichinosis (wild-boar meat, pork, horsemeat), brucellosis (milk, cheese), Escherichia coli (E. coli) infection (beef) and listeriosis (meat, milk and fishery products); these sometimes receive media attention.

These pathogens do not noticeably affect animals or impair food quality. However, their transmission — in varying degrees and via different paths — to humans, can cause obvious, and sometimes serious, infection. According to annual Commission figures, humans are mainly affected by Salmonella and Campylobacter — 188 387 and 129 544 respective cases in 1998. The following infections were also reported: Yersinia — 9 176, Brucella — 3701, Listeria monocytogenes



© Marco Villard

— 657, Echinococcus — 510, Toxoplasma — 381, Trichinella spiralis — 299. In 1997, 1 912 human verocytotoxic E. coli (VTEC) infections were recorded. Reported cases probably represent only the tip of the iceberg.

In May 2000, the Scientific Committee on Veterinary Measures relating to Public Health reported to the Commission on the control of food chain zoonoses, recommending tighter restrictions and improved monitoring to reverse the increase of the last 20 years.

To prioritise and optimise risk management and thereby reduce human incidence, qualitative and, preferably, quantitative procedures should be available. They rarely are — partly because some microorganisms are ubiquitous with poorly understood transmission pathways. Thus, reported human *Campylobacter* infection is increasing and poultry, pigs and (less often) cattle are commonly affected. Some national animal controls scarcely affected food contamination or human incidence. Knowledge of the level and significance of zoonotic agents in food is sometimes limited and minimum ingestion levels for human infection are not fully understood.

Risks are age- and place-related: production trends favour fewer, more efficient plants moving goods further over longer periods. International travel is constantly increasing. Safeguards are not

uniform; some age groups (infants, the old) are more vulnerable.

Bacteria can also adapt to new environments. Thus, certain *Salmonellae* have acquired antibiotic resistance and VTEC 0157 seems established in cattle.

Whilst certain procedures and operations (e.g. heating, acidification, drying, additives, processing) can significantly reduce the risk of pathogen contamination, development or survival in food, the reverse may be true (e.g. during storage, transport and handling).

Where pathogens cannot be easily eliminated, incremental risk reduction should apply generally. The respective responsibilities of food-chain operators must be highlighted.

Both logically and empirically, action taken at or near source is often more effective in reducing pathogen levels entering the chain. For brucellosis, affecting both large and small ruminants, livestock controls are essential to reduce the possibility of direct human transmission and indirect contamination from untreated or inadequately treated milk and milk products. Community legislation on *Salmonellae*, which can affect all animals and the environment, targets two major types — *Salmonella enteritidis* and *Salmonella typhimurium* in poultry flocks.

Eggs and poultry products have traditionally been regarded as the main cause of human salmonellosis. Some Member States also make tests on pigs. The Commission will propose further measures to enhance zoonosis monitoring and reduce micro-organism levels, particularly during primary production.

This strategy alone, however, seems incapable of eradicating salmonellosis or widespread agents given the many contamination sources, including the environment, animal feed and humans. Measures to prevent contamination or pathogen development and reduce pathogens levels must be generalised (farm to table) to ensure appropriate safety. Besides processors, hauliers, storage operators, retailers and restaurants, the final consumer has a crucial role to play, but safety legislation is inapplicable at this stage and earlier precautions may be neutralised by unsatisfactory transport, storage and handling conditions after purchase. Efforts to improve consumer information and education concerning food safety, particularly among vulnerable social groups, must continue at both national and Community levels.

Jean-Charles Cavitte, Health and Consumer Protection DG  
E-mail: Jean-Charles.Cavitte@cec.eu.int

#### GLOSSARY

• **Zoonosis:** 'any disease and/or infection which is likely to be naturally transmitted from animals to man' (Directive 92/117/EEC — the 'Zoonosis Directive').

• **Human salmonellosis:** ubiquitous *Salmonella* infections (e.g. *S. enteritidis*, *S. typhimurium*) characterised by febrile gastroenteritis, e.g. diarrhoea, stomachalgia, nausea, headache usually for 3 to 5 days. Rarely, extra-intestinal invasive disease develops with potentially fatal complications (e.g. reactive arthritis).

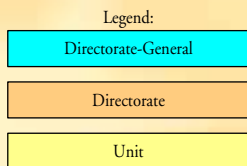
• **Human campylobacteriosis:** bacterial infections (mainly due to *C. jejuni* and, less often, *C. coli*) causing acute enterocolitis. Diarrhoea, generally self-limiting, may persist for a week and recur. *Campylobacter* very occasionally causes Guillain-Barré syndrome, a serious disorder producing acute neuromuscular paralysis. Reactive arthritis may also occur.

• **Human listeriosis:** *Listeria monocytogenes* infection, most frequently causes meningitis, sometimes with septicemia, or septicemia alone. Immuno-compromised individuals are particularly vulnerable. Pregnancy infection may entail miscarriage, stillbirth or infected birth. Reported fatality rate (proportion of fatal cases): 20–40 %.

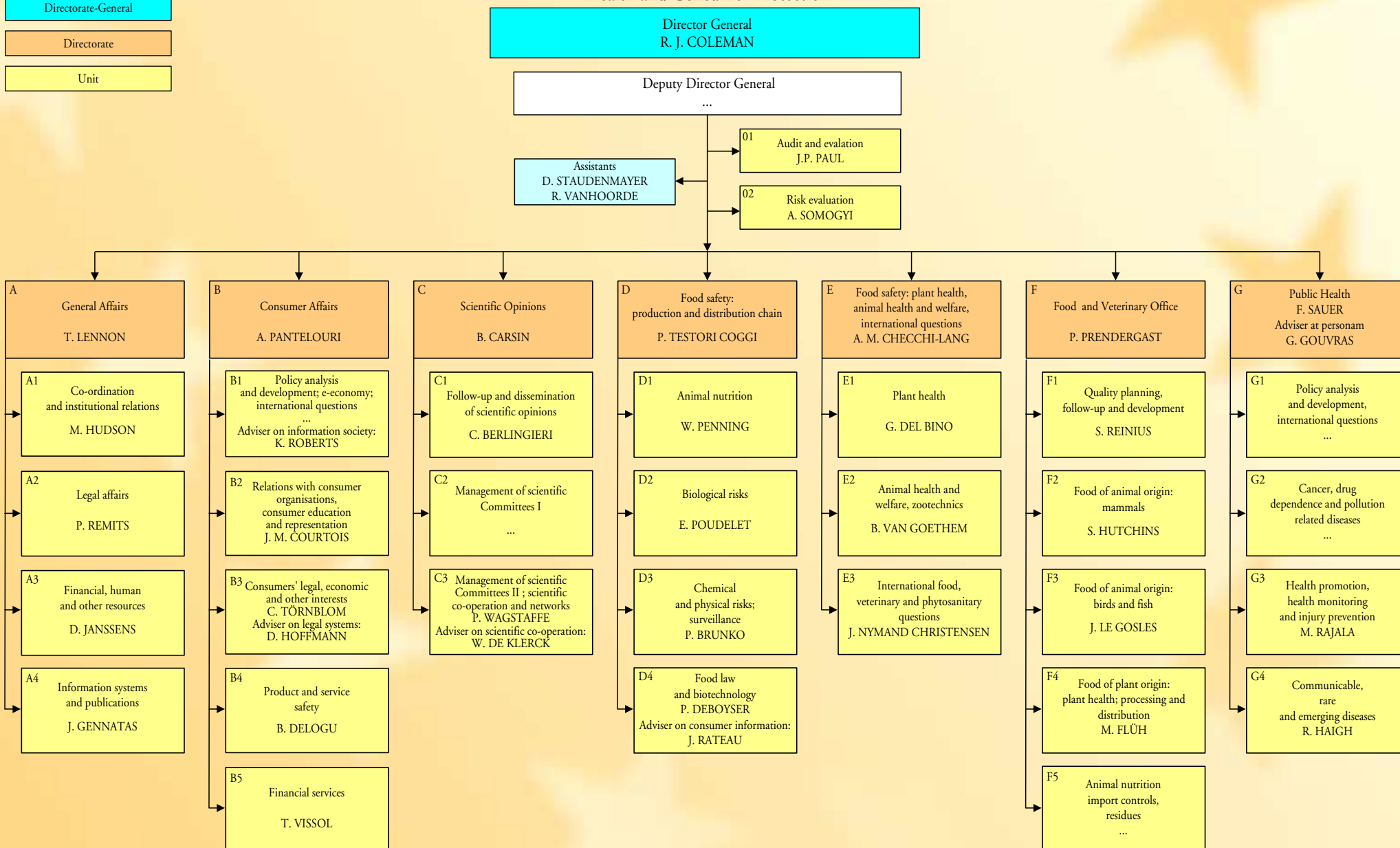
• **Human trichinosis (or trichinellosis):** parasitic infection with *Trichinella spiralis* causing myalgia, fever, allergic symptoms. Usually rapid recovery; occasional chronic sequelae.

• **Human brucellosis:** bacterial infections due to *Brucella melitensis*, *B. abortus* or *B. suis*. Clinical symptoms vary considerably. Acute form begins with (fluctuant) fever, profuse sweating, shivering, headache, debility, joint/muscle pains. Onset often sub-acute/insidious. Frequent focal localisation, especially osteo-articular, neurological, cardio-vascular, cutaneous and genito-urinary complications.





# "Health and Consumer Protection"



# Calendar of events

Date	Event	Place
16-02-2001	Meeting between euro communication directors of the members states, the European Central Bank and organisations involved in the distribution of "Euro Made Easy" material - CCAB	Brussels
22-02-2001	Meeting between consumer and trade organisations on the results of a recent update of a study on the "eurologo" agreement and further actions.	Brussels
23-24/02/2001	Regulation of Rail Transport in the European Union	Trier
05-07/03/2001	Administration publique et intégration européenne	Trèves
08/03/2001	Conference on price indication ("Sind die Preise ausgezeichnet?") - E-mail: irene.botros@bmj.gv.at	Vienna
08-09/03/2001	Justice and home affairs - Constitutional issues in the EU after Nice	Trier
08-09/03/2001	"Towards a harmonised view on fair trading in Europe"-Stockholm University (Swedish Presidency)	Stockholm
08-09/03/2001	7th International Symposium for Judges and Public Prosecutors - On the way to a European legal area	Vienna
15-16/03/2001	3rd European Convention in Safety Promotion and Injury Prevention: "The Challenge of Consumer Safety in Europe" (ECOSA and Sicher Leben)	Vienna
22-23/03/2001	La Charte des droits fondamentaux et son impact pour les médias en Europe, 4è colloque	Trèves
23-03-2001	Common Agricultural Policy and the World Market - Revision of the WTO Agricultural Agreement	Brussels
23-03-2001	IMSN (International Marketing Supervision Network)-Europe meeting	Brussels
26-03-2001	Eurojust	Trèves
26-27/03/2001	Droit communautaire de la concurrence pour fonctionnaires publics polonais	Lodz
23-25/04/2001	IMSN meeting	New York
26-27/04/2001	Annual meeting of National Avian influenza and Newcastle disease laboratories (organised by the EU Commission in Sweden) - e-mail: Anders.Engvall@sva.se	Uppsala
28-04-2001	Symposium on avian influenza	Uppsala

N.B. : For the events in "Trier" please contact : mhammerle@era.int

## Provisional Dates of Standing Veterinary Committees - 2001

Date	Event	Place
16-17/01/01	Animal Health	Brussels
23-24/01/01	Public Health	Brussels
06-07/02/01	Animal Health	Brussels
20-21/02/01	Public Health	Brussels
06-07/03/01	Animal and Public Health	Brussels
20-21/03/01	Public Health	Brussels
03-04/04/01	Animal Health	Brussels
24-25/04/01	Public Health	Brussels
15-16/05/01	Animal Health	Brussels
29-30/05/01	Public Health	Brussels
12-13/06/01	Animal Health	Brussels
26-27/06/01	Public Health	Brussels



## SUBSCRIPTION – A B O N N E M E N T S – A B O N N E M E N T S

To obtain your (free) subscription to *Consumer Voice* simply fill in the reply coupon below and return it to the following address:  
 Pour recevoir votre abonnement (gratuit) à *Consumer Voice*, il suffit de remplir le coupon - réponse figurant ci-dessous et de l'envoyer à l'adresse suivante:  
 Wenn Sie *Consumer Voice* im (Gratis-)Abonnement beziehen möchten, senden Sie bitte den ausgefüllten Antwortcoupon an folgende Adresse:

European Commission  
 Commission européenne  
 Europäische Kommission

Rue de la Loi/Wetstraat 200  
 B232 1/01  
 B-1049 Brussels  
 Fax (+32-2) 299 40 35

E-mail: SANCO-CONSUMER-VOICE@cec.eu.int

Name, Nom: \_\_\_\_\_  
 Forename, Prénom, Vorname: \_\_\_\_\_  
 Organisation, Organization: \_\_\_\_\_  
 Profession, Stellung: \_\_\_\_\_  
 Street, Rue, Straße: \_\_\_\_\_  
 Town, Ville, Ort: \_\_\_\_\_  
 Postcode, Code postal, Postleitzahl: \_\_\_\_\_  
 Country, Pays, Land: \_\_\_\_\_  
 Telephone, Téléphone, Telefon: \_\_\_\_\_  
 Fax: \_\_\_\_\_  
 E-mail: \_\_\_\_\_

Wishes to receive/Désire recevoir/möchte *Consumer Voice* beziehen

*NB Don't forget to inform us of any change of address!*  
*NB: N'oubliez pas de nous communiquer tout changement d'adresse!*  
*NB: Bitte vergessen Sie nicht, uns zu benachrichtigen, wenn sich Ihre Anschrift geändert hat!*

ND-BQ-00-003-3A-C